

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1922.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1922 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Au cours de l'examen que votre Commission des Finances a fait du Budget de la Dette publique, plusieurs observations ont été formulées, divers éclaircissements réclamés au sujet des articles dont il sera fait mention spéciale ci-après :

ART. 5, 6 et 7. — *Dettes contractées depuis 1830.*

On a demandé s'il ne convenait pas de suspendre l'amortissement des dettes antérieures à la guerre. Certains estiment qu'il est illogique de rembourser d'anciennes dettes, tandis que l'on en contracte journellement de nouvelles à des taux de plus en plus onéreux. La même opinion était exprimée récemment dans un pays voisin en ces termes : « Avant d'opérer un amortissement réel, on devrait posséder un budget non pas seulement en équilibre, mais en excédent de recettes. Nous n'en sommes pas là. Même il nous faut continuer à emprunter en attendant d'être payés par l'Allemagne... Quant à grever plus lourdement le

(1) Budget, n° 24 - II.

Amendements, n° 77, 179 et 208.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. MECHelynck, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Augustin), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLADBEKE et WAUWERMANS.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. DE WOUTERS D'OPLINTER, VANDEVELDE (J.), PONCELET, DE LIEDEKERKE, LANBORELLE et WOESTE.

travail national, déjà si accablé, et cela en vue d'alléger dans cinquante ou soixante ans le fardeau des générations futures, comment y songerait-on sérieusement ? Si l'on veut coopérer efficacement à l'allègement des charges de la dette, qu'on laisse donc un peu sommeiller la question de l'amortissement direct des emprunts existants et que, par une politique d'enrichissement général, on stimule les plus-values de recettes, on favorise la multiplication des capitaux, on accélère la baisse du taux de l'intérêt, on achemine le pays vers les conversions qui sont la récompense naturelle de la sagesse des États... (1). »

Il y a dans ces considérations une grande part de vérité. Toutefois, les versements de l'Allemagne devront être en partie consacrés à l'amortissement des emprunts contractés pour les réparations ; faute de quoi les intérêts de ces emprunts tomberaient un jour entièrement à la charge des contribuables et rompraient l'équilibre budgétaire.

Mais la question posée lors de l'examen de notre Budget en Sections porte uniquement sur l'amortissement des dettes *antérieures à la guerre*, amortissement dont la méthode fut exposée dans le rapport sur le Budget de la Dette publique pour l'exercice 1921. Convient-il d'économiser le montant des crédits consacrés à cette opération, lesquels se chiffrent à :

ART. 5 fr.	1,630,455 52
ART. 6	9,002,142 84
ART. 7	793,787 »
TOTAL . . . fr.	11,306,385 36

Remarquons d'abord que, dans l'état actuel du marché, le rachat de titres de nos anciens emprunts 3 % au cours de 60 % ne constitue pas une opération plus onéreuse que l'émission de Bons du Trésor 4 1/2 % ; au contraire. Il est vrai qu'une dette consolidée vaut mieux, en principe, qu'une dette flottante ; Mais il importe de considérer que l'opération dont il s'agit aboutit au résultat d'amortir un capital de 100 francs de dette au moyen d'un décaissement — ou, si l'on veut, d'un nouvel emprunt — de 60 francs seulement. Dès lors, il ne paraît pas avantageux pour le Trésor de renoncer aux règles établies pour l'amortissement des anciennes dettes, quelque opinion qu'on puisse avoir d'ailleurs sur le principe même de l'amortissement de la Dette publique dans les circonstances calamiteuses que traverse le pays.

Enfin, outre les raisons d'ordre financier qui militent en faveur de l'amortissement, tel qu'il est pratiqué sur le capital des dettes à 3 %, 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} série, un motif d'ordre juridique s'oppose à ce que cet amortissement soit suspendu. En effet, la dotation de 0.30 % au profit du fonds d'amortissement fait partie des conditions d'emprunt et se trouve expressément mentionnée sur les titres de la dette.

(1) *Le Temps*, 9 avril 1922.

Concernant la gestion des fonds d'amortissement, la Commission a constaté que tous renseignements font défaut. Avant la guerre, un rapport annuel était remis au Parlement touchant la situation de la Caisse d'amortissement. Il est temps de reprendre cette coutume, que seules des circonstances exceptionnelles ont pu interrompre.

ART. 5. — *Dette à 3 % 1^{re} série.*

Augmentation de 49,500 francs représentant les charges d'intérêt et d'amortissement d'un capital de 1,500,000 francs émis pendant l'année 1920.

Ces émissions se résument à la cession d'un capital de 1,500,000 francs en 3 %, 1^{re} série, acquis par un établissement financier en mars 1920 et d'un capital de 1,752,200 francs en 3 %, 2^e série, vendu à une Caisse de pensions en novembre-décembre 1919.

Elles ont été faites par imputation sur les autorisations d'emprunter corrélatives aux dépenses extraordinaires effectuées en vertu des lois du 30 mars 1906 (art. 6), 18 août 1907 (art. 4), 16 septembre et 24 décembre 1908, et 17 août 1909. Ces autorisations n'ont point été et ne pouvaient être abrogées par la dernière loi d'emprunt (30 juillet 1921) : elles subsistent pour la consolidation des bons du Trésor dont le produit a permis de couvrir provisoirement lesdites dépenses.

ART. 11. — *Emprunt à 7 1/2 % de 50,000,000 de dollars.*

Un emprunt au capital nominal de 50,000,000 de dollars a été émis aux États-Unis en exécution d'un contrat passé le 28 mai 1920, entre l'État belge et MM. J.-P. Morgan & C^e et la Guaranty Trust Company of New-York.

Le produit de cet emprunt a été affecté au remboursement du crédit bancaire de 50,000,000 de dollars ouvert en 1919 à un consortium de banques belges par un syndicat de banques des États-Unis et couvert de la garantie de l'État en vertu de la loi du 16 mars 1919.

Les obligations ont été cédées aux banquiers au prix de 91,25 % de leur valeur nominale, et ont été mises par eux en souscription publique au prix de 97.25 %.

Ces titres, datés du 1^{er} juin 1920, portent intérêt à 7 1/2 % l'an; ils sont remboursables, en vingt-cinq ans, par tirages au sort effectués aux États-Unis, au taux de 115 % de leur valeur nominale soit, avec une prime de 15 %; il doit être amorti chaque année un capital nominal de 2,000,000 de dollars.

Le capital, la prime de remboursement de 15 % et les intérêts sont exempts de tous impôts belges, présents ou futurs, en vertu de la loi du 24 octobre 1919. Les paiements sont stipulés en dollars or des États-Unis, de l'étalon de poids et de fin existant au 1^{er} juin 1920.

Les fonds nécessaires pour le paiement des coupons d'intérêt doivent être déposés chez les banquiers, au moins cinq jours avant chaque échéance. Une

somme de 2,300,000 dollars nécessaire pour l'amortissement d'un capital nominal de 2,000,000 de dollars doit être versée aux banquiers le 10 mars de chaque année au plus tard; les obligations amorties sont remboursables le 1^{er} juin suivant.

Il est alloué aux banquiers une commission de $\frac{1}{4}$ % sur le montant des intérêts payés et de $\frac{1}{16}$ % des paiements pour l'amortissement; toutes les dépenses résultant de l'administration des fonds d'amortissement doivent leur être remboursées par le Trésor. Sur tous fonds destinés au service de l'Emprunt et restant plus de cinq jours en dépôt chez les banquiers ceux-ci bonifieront au Trésor un intérêt inférieur de 2 % au taux de réescompte de la Federal Reserve Bank pour des acceptations de banques, sans que cet intérêt puisse être inférieur à 2 %.

Tous les frais de gravure, d'impression et de délivrance des obligations tant provisoires que définitives, ainsi que le coût de tous reçus délivrés par les banquiers en attendant la remise des obligations définitives, sont supportés par l'État.

En cas de vol, brigandage, perte ou destruction d'un titre ou d'un coupon, un duplicata en sera émis moyennant une garantie à fournir par le porteur.

Le produit de l'emprunt a été versé comme suit :

10,037,500 dollars le 4 juin 1920, le cours du dollar étant à fr. 12.45.

35,587,500 dollars le 17 juin 1920, le cours du dollar étant à fr. 12.35.

Mais le crédit bancaire remboursé au moyen de cet emprunt avait été constitué par des dollars versés en 1919-1920 au cours moyen de fr. 8.04.

ART. 12. — *Emprunt à 8 % de 30,000,000 de dollars.*

Un emprunt de 30,000,000 de dollars a été émis aux États-Unis, sous la date du 1^{er} février 1921, en vertu du contrat passé le 21 janvier précédent, entre l'État belge et MM. J.-P. Morgan & Co et la Guaranty Trust Company of New-York.

Ce contrat n'assignant au produit de l'emprunt aucune affectation spéciale, le Gouvernement en a disposé pour ses besoins généraux (ravitaillement, etc.).

Les obligations, cédées aux banquiers au prix de 94 % de leur valeur nominale, ont été mises par eux en souscription publique, *au pair*.

Ces titres sont datés du 1^{er} février 1921, et portent intérêt à 8 % l'an, ils sont remboursables en vingt ans, par tranches annuelles de 1,500,000 dollars, l'amortissement a lieu soit par rachats, soit par tirages au sort, de la manière indiquée ci-après.

Le principal et les intérêts sont exempts de tous impôts belges, présents ou futurs. Les paiements sont stipulés en monnaie d'or des États-Unis, à l'étalon de poids et de titre en cours le 1^{er} février 1922.

Les provisions nécessaires pour le paiement des coupons d'intérêt doivent être déposées chez les banquiers, au moins cinq jours avant l'échéance.

A titre de fonds d'amortissement, il doit être mis annuellement à la disposition des banquiers une somme de 1,612,500 dollars, par versements trimestriels de 404,125 dollars en vue du remboursement d'un capital nominal de 1,500,000 dollars par année, soit $\frac{1}{20}$ du montant de l'emprunt.

Les fonds d'amortissement reçus jusqu'au 1^{er} novembre 1940, seront employés, pour autant que cela soit possible, au rachat des obligations, au mieux des intérêts de l'État, à un prix qui ne pourra dépasser 107.50 %, plus les intérêts courus; le solde de chaque versement trimestriel, après le rachat d'un capital de 375,000 dollars, sera ristourné au Trésor ou sera utilisé comme acompte sur le quartier suivant.

A partir du 15 décembre 1925, et ensuite au 15 décembre de chaque année, s'il reste au fonds d'amortissement des sommes demeurées sans emploi par suite de l'impossibilité d'effectuer les rachats prévus, ces sommes serviront au remboursement à partir du 1^{er} février suivant et au taux de 107.50 % du nombre d'obligations à désigner par tirage au sort nécessaire pour parfaire l'amortissement de l'année.

Au 1^{er} février 1931, et ensuite à chaque échéance, l'État peut rembourser anticipativement, au taux de 107.50 %, tout ou partie des obligations restant en circulation, moyennant un préavis de 45 jours.

Dans le même délai, les fonds nécessaires pour les remboursements projetés doivent être mis à la disposition des banquiers. En cas de remboursement partiel, les obligations à amortir seront désignées par le sort.

Il est alloué aux banquiers une commission de $\frac{1}{4}$ % du montant des intérêts payés, et une commission de $\frac{1}{16}$ du principal des obligations rachetées ou remboursées; toutes les dépenses résultant de l'administration du fonds d'amortissement leur seront remboursées.

Sur les sommes se trouvant au fonds d'amortissement pendant sept jours ou plus, il est accordé au Trésor un intérêt inférieur de 2 % du taux de l'escompte de la Federal Reserve Bank, pour les acceptations de banques, sans que cet intérêt puisse être inférieur à 2 %.

Tous les frais de gravure, d'impression et de délivrance des titres tant provisoires que définitifs, ainsi que le coût des reçus délivrés par les banquiers en attendant la remise des obligations définitives, sont supportés par l'État.

En cas de vol, de brigandage, perte, mutilation ou destruction d'une obligation ou d'un coupon d'intérêt, un duplicata sera émis moyennant une garantie à fournir par le porteur.

Le produit de l'emprunt a été versé le 4 février 1921 le cours du dollar étant à fr. 13.48 $\frac{3}{4}$.

Au 31 décembre 1921, la situation de la Dette publique consolidée se présentait comme suit :

DÉSIGNATION.	C.A.P.I.			
	DETTE EXTÉRIEURE PAYABLE EN			
	francs français.	livres sterling.	dollars E.-U.	dollars canadiens.
DETTE CONSOLIDÉE.				
a) Intérieure :				
Dettes à 2 1/2 %	»	»	»	»
Id. 3 %, 1 ^{re} série	»	»	»	»
Id. 3 %, 2 ^e série	»	»	»	»
Id. 3 %, 3 ^e série	»	»	»	»
Rentes à 3 % du chef de servitudes militaires	»	»	»	»
Dettes à 5 % de la Restauration Nationale	»	»	»	»
Dettes 5 % à prime de 1920	»	»	»	»
Dettes 6 % de Consolidation	»	»	»	»
	»	»	»	»
b) Extérieure :				
Dettes 3 %, 4 ^e série	»	9,420,080 »	»	»
Emprunt 7 1/2 % aux États-Unis	»	»	48,000,000 »	»
Emprunt 8 % aux États-Unis	»	»	28,875,000 »	»
Obligations françaises de la Défense Nationale délivrées en échange de Bons du Trésor échus	56,234,200 »	»	»	»
	56,234,200 »	9,420,080 »	76,875,000 »	»
DETTE INDIRECTE				
Capitalisation des annuités dues pour le rachat de chemins de fer	»	»	»	»
Capitalisation des annuités dues au Crédit Communal .	»	»	»	»
Emprunt à lots de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre	»	»	»	»
	»	»	»	»

TAUX.			CHARGES.		OBSERVATIONS.
florins P.-B.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au pair.	Francs belges et monnaies étrangères calculées au cours du 30 décembre 1921.	Articles du Budget.	Montant par article du Budget.	
»	219,959,631 74	219,959,631 74	D. O. 1	5,498,990 78	Dotation de 3.30 % calculée sur les capitaux émis primitivement jusqu'au 31 décembre 1920.
»	502,479,075 »	502,479,075 »	D. O. 5	17,935,040 76	
»	2,792,496,182 22	2,792,496,182 22	D. O. 6	99,023,571 30	
»	236,752,300 »	236,752,300 »	D. O. 7	8,511,657 »	
»	1,689,249 13	1,689,249 13	D. O. 19	50,676 89	
»	1,633,608,900 »	1,633,608,900 »	D. O. 9	89,428,284 »	Charge de fr. 5.50 % d'un capital de 1,625,968,800 francs émis au 31 décembre 1920.
»	2,338,925,000 »	2,338,925,000 »	D. O. 14	1,300,000 »	
»	1,445,516,900 »	1,445,516,900 »	D. O. 10	136,412,500 »	Charge de fr. 5.50 % du capital émis en 1921.
»			D. O. 14	95,300,000 »	
»	9,171,427,238 09	9,171,427,238 09		453,460,690 73	Charge de fr. 6.35 % d'un capital de 1,500,000,000 de francs. (Eva- luation au 6 septembre 1921.)
»	237,574,417 60	519,046,408 »	D. O. 8	26,300,000 »	
»	248,640,000 »	628,800,000 »	D. O. 11	81,550,000 »	
»	149,572,500 »	378,262,500 »	D. O. 12	55,335,000 »	
»	56,254,200 »	59,038,782 90	D. O. 13	2,900,000 »	
»	692,041,117 60	1,585,147,690 90		166,085,000 »	
»	301,004,125 »	301,004,125 »	D. O. 16	16,345,409 19	
»	497,949,500 »	497,949,500 »	D. R. 4	26,250,000 »	
»	1,000,000,000 »	1,000,000,000 »	D. R. 1	47,096,000 »	
»	1,798,953,625 »	1,798,953,625 »		89,691,409 19	

Comme nous l'avons fait remarquer dans les rapports sur les Budgets antérieurs, c'est une pratique constante d'assimiler aux charges de la dette flottante celles des emprunts contractés en dette consolidée au cours de l'exercice budgétaire ou de l'année immédiatement antérieure. Pour justifier cette pratique, l'Administration de la Trésorerie invoque le fait que, normalement, le Budget doit être établi vers le milieu de l'année qui précède l'exercice auquel il doit s'appliquer; que dès lors le capital des emprunts émis au cours de cette même année ne peut pas, en règle générale, être définitivement fixé : d'où la nécessité de comprendre dans un crédit non limitatif les charges de ce capital.

ART. 14. — *Intérêts, amortissement et frais des capitaux empruntés ou à emprunter dont les charges ne sont pas prévues aux articles précédents; intérêts et frais des Bons du Trésor.* (Crédit non limitatif) : fr. 500,000,000

Cet article comprend, d'une part, les charges d'intérêt et d'amortissement afférentes aux emprunts émis en 1921, savoir : a) capital de 23,083,700 francs en dette 5 % de la Restauration Nationale; b) le montant total de l'emprunt à 6 % de Consolidation; ces deux charges s'élevant respectivement à 1,300,000 et 95,300,000 francs.

Sans contester ce qu'il y a de fondé dans cette justification, la Commission des Budgets, frappées de l'importance du total des crédits inscrits en bloc à l'article 14, a exprimé le vœu que dans les Budgets futurs, cet article soit décomposé en plusieurs crédits non limitatifs.

Tel qu'il est actuellement constitué, le crédit de 500 millions de francs porté à l'article 14 comprend en second lieu les divers éléments de la dette flottante, au sujet desquels il a paru bon de fournir à la Chambre des renseignements détaillés (voir pp. 10 à 15).

Le montant total des divers éléments de la Dette flottante s'élève, en monnaie belge calculée au cours du 31 décembre 1921, aux chiffres suivants :

A. — <i>Dette flottante intérieure :</i>	Capitaux.	Charges.
Bons du Trésor ordinaires et escomptés. fr. 4,445,143,000	»	221,000,000
Bons du Trésor 5 % à 5 ans délivrés en échange de Bons monétaires	1,879,405,300	» 110,800,000
Bons de Restauration monétaire restant à rembourser	4,354,600	»
TOTAL.	fr. 6,328,902,900	» 331,800,000

B. — *Dette flottante extérieure :*

Crédit anglais de construction nationale. fr.	495,900,000	»	
Achat de stocks américains	361,410,412	93	
Achat de viande congelée et transport . .	34,245,861	88	
Canada : achat de chevaux et mulets . .	51,269,448	»	
Id. crédit d'exportation.	24,052,385	»	
Achat des blés livrés par la Grain Corporation.	76,600,000	»	72,000,000
Bons du Trésor 6 % émis aux États-Unis .	243,660,000	»	
Achat de locomotives américaines . . .	112,128,730	70	
Paieinent des locomotives Armstrong . .	76,038,000	»	
Achat de vannes pour le Haut-Escaut . .	1,955,609	20	
Crédit de la Hudson's Bay Company . .	12,329,643	20	
TOTAL. fr.	1,491,590,090	91	72,000,000

Telles sont les obligations qui justifient le crédit de 500,000,000 de francs porté à l'article 14 du Budget de la Dette publique,

Mais si l'on veut connaître l'ensemble de la dette flottante, nous devons y ajouter d'autres éléments, dont les uns figurent dans différents compartiments du Budget, les autres ne donnent lieu à aucune allocation budgétaire. Ces éléments sont les suivants :

	Capitaux.	Charges.
Bons de Caisse interprovinciaux ⁽¹⁾ . fr.	2,347,800,000	» 100,630,000
Avoir des particuliers en Comptes chèques postaux	417,902,017	»
Titres 5 % délivrés du chef de la réparation des dommages de guerre	2,175,025,800	» 250,000,000
Avances de la Banque Nationale	5,500,000,000	» 10,000,000
Avances des Puissances Alliées :		
France	292,774,432	02
Angleterre.	540,314,103	45
Etats-Unis.	2,304,441,514	60
Frais d'internement des troupes belges en Hollande	280,187,476	30
TOTAL. fr.	13,858,415,342	07 360,630,000

Au sujet des Bons de Caisse interprovinciaux, certains membres de la Com-

(1) Ces Bons ont été prorogés au 1^{er} janvier 1929, pour la tranche de 480,000,000 de francs et, pour le surplus, au 10 décembre 1923 et au 10 septembre 1923. Le capital de 480,000,000 de francs ne sera plus grevé que de 1 1/2 % d'intérêt, ce qui entraîne pour le Trésor une économie de 7.200,000 francs. (Voir annexe.)

Tableau de la dette flottante,

NATURE DES DETTES.	DATE		TAUX	
	de l'émission.	de l'échéance.	Intérêt ou escompte.	Commission et frais.
DETTE FLOTTANTE INTÉRIEUR.				
Bons du Trésor ordinaires	Diverses.	Diverses.	5 %	»
Bons du Trésor à 6 mois escomptés.	Id.	Id.	5 % ou 4 1/2 %	1/2 % par semestre.
Bons de Restauration monétaire estampillés, restant à rembourser.	1 ^{er} déc. 1918.	1 ^{er} déc. 1921.	5 %	1 %
Bons du Trésor 5 % à 5 ans émis en échange de Bons de Restauration monétaire	1 ^{er} déc. 1921.	1 ^{er} déc. 1921.	5 %	Prime 5 % Com. 1/4 %
DETTE FLOTTANTE EXTÉRIEUR.				
Crédits de Reconstruction nationale, ouverts à la Belgique par le Gouvernement britannique.	Diverses.	Diverses (à 3 mois)	5 %	1/2 % timbre.
Bons du Trésor remis au Gouvernement des États- Unis en paiement de stocks rachetés à l'armée américaine	10 avril 1919. 5 août 1919. 21 août 1919.	10 avril 1922. 5 août 1922. 21 août 1922.	5 % 5 % 5 %	» » »
Bons du Trésor remis au Gouvernement des États- Unis en paiement d'achats de viandes congelées	Du 1 ^{er} juil. 1920 au 1 ^{er} janv. 1921.	9 avril 1930.	5 %	»
Bons du Trésor remis au Gouvernement des États- Unis en paiement du fret frigorifique	Du 1 ^{er} juil. 1920 au 1 ^{er} janv. 1921.	9 avril 1930.	5 %	»

en circulation au 31 décembre 1921.

Capital par émission.	OBSERVATIONS.
4 095,000 »	
4,441,048,000 »	
4,354,600 »	Pour mémoire.
1,879,405,300 »	Capital des Bons monétaires. fr. 3,040,342,700 » Bons monétaires estampillés en vue du remboursement au 1^{er} décembre 1921 825,499,300 » Capital à échanger contre des Bons du Trésor 5 % à 5 ans. fr. 2,214,843,400 » Bons 5 % à 5 ans convertis en titres de l'Emprunt 6 % de Consolidation 335,438,100 » Reste en circulation fr. 1,879,405,300 »
£ 9,000,000 »	En exécution de la convention du 31 janvier 1919, le Gouvernement anglais a ouvert à la Belgique un crédit de 9,000,000 de livres sterling pour les besoins de sa restauration. Ce crédit a été mis à la disposition de la Belgique par tranches successives, au fur et à mesure de l'escompte, par la Trésorerie anglaise, au taux de 5 % de Bons du Trésor belge à trois mois, renouvelables. Les Bons sont domiciliés à la banque d'Angleterre. — Exempts d'impôts. Le cours moyen de la livre sterling pour l'émission entière ressort à fr. 46.57.
\$ 19,000,000 » \$ 8,392,097 57 \$ 196,483 57	En vertu d'une convention du 7 novembre 1919, il a été remis au Gouvernement des États-Unis des Bons du Trésor en paiement des stocks rachetés par l'État lors de la démobilisation de l'armée américaine. Le capital et les intérêts sont payables en dollars or des États-Unis, directement à la Trésorerie américaine. — Exempts d'impôts. Le cours moyen du dollar pour l'ensemble des opérations ressort à fr. 7.04.
\$ 2,284,151 40	Ces Bons du Trésor ont été délivrés au Gouvernement américain en paiement de la viande congelée achetée par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement au War Department, suivant contrat du 9 avril 1920. Les intérêts de 5 % l'an courus depuis la date de l'émission sont payables à l'échéance du principal, et sont exempts d'impôts. Cours moyen du dollar aux dates d'émission de bons : fr. 13.74 ³/₄.
\$ 7,331,036 53	Ces Bons ont été remis au Shipping Board du Gouvernement des États-Unis, en paiement du fret fourni pour le transport des viandes congelées. Les intérêts à 5 % sont payables annuellement et sont exempts d'impôts. Cours du dollar, comme ci-dessus.

NATURE DES DETTES.	DATE		TAUX	
	de l'émission.	de l'échéance.	Intérêt ou escompte.	Commission et frais.
Bons du Trésor remis au Gouvernement du Canada en paiement d'un achat de chevaux et de mulets .	12 mars 1919.	12 mars 1924 (renouvelables pour 5 années).	5 %.	»
Crédits d'exportation ouverts à la Belgique par le Gouvernement du Canada	Diverses.	Diverses (à 6 mois renouvelables).	5 1/2 %.	»
Bons du Trésor en paiement de blés et de farines fournis par la Grain Corporation	Du 15 mai au 15 septembre 1920.	Du 15 mai au 15 septembre 1922.	7 %.	1 1/2 % fixe.
Emprunt émis par l'entremise de la Guaranty Trust Company et M. J. P. Morgan à New-York .	1 ^{er} janvier 1920.	1 ^{er} janvier 1925.	6 %.	3 %.

Capital par émission.	OBSERVATIONS.
£ 930,480 »	Un Bon du Trésor de 930,480 livres sterling a été remis au Gouvernement du Canada, représenté par la Mission canadienne à Londres, en paiement des chevaux et mulets achetés par le Ministère de l'Agriculture, lors de la démobilisation des forces expéditionnaires canadiennes. — Les intérêts à 5 % sont payables par semestre. Le paiement de cet achat pouvant s'effectuer à la discrétion du Gouvernement, dans un délai de dix ans, le Gouvernement a la faculté de renouveler ce Bon à son échéance, aux mêmes conditions d'intérêt, pour un terme de 5 ans, soit jusqu'au 12 mars 1929. Le Bon de capital et les Bons spéciaux créés en représentation des intérêts semestriels, sont payables à Londres en livres sterling. — Exempts d'impôts. Cours de la livre sterling le 12 mars 1919 : fr. 27.87 $\frac{1}{2}$.
\$ 1,963,460 »	Un crédit de 25,000,000 de dollars avait été ouvert à la Belgique par le Gouvernement canadien en vertu de la convention du 30 novembre 1919 en vue de la couverture des achats à effectuer au Canada. Le montant de ces achats, y compris les intérêts courus jusqu'au 30 septembre 1921, s'élève à 1,963,460 dollars canadiens. En garantie de cette dette, il a été remis au Gouvernement du Canada des Bons du Trésor s'élevant ensemble à 1,975,000 dollars canadiens, renouvelables de six en six mois pendant une période n'excédant pas cinq ans, et domiciliés aux Caisses de la Banque de Montréal, à Ottawa; les intérêts à 5 $\frac{1}{2}$ % l'an sur les avances du Gouvernement canadien sont payables lors du remboursement du principal. — Exempts d'impôts. Le cours moyen du dollar aux dates de réalisation du crédit est de fr. 8,009.
\$ 6,000,000 »	Un crédit de 12,000,000 de dollars a été mis à la disposition de la Belgique par un groupe américain d'Acceptance and Debenture Cies, dénommé Foreign Credit Corporation, en vue du financement d'achats de blés et de farines effectués aux Etats-Unis par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, comme il suit : Le Gouvernement a émis des Bons du Trésor 7 % à concurrence de 12,000,000 de dollars, savoir : 6,000,000 de dollars en Bons à un an d'échéance et 6,000,000 de dollars en Bons à deux ans. Les Bons à un an ont été remboursés en 1921. Les Bons émis mensuellement du 15 mai au 15 septembre 1920 étaient rachetés par les Debenture Compagnies, qui ont obtenu de la War Finance Corporation des crédits correspondants à concurrence de 12,000,000 de dollars. Ces Bons, munis de coupons semestriels, ont été cédés à 98 $\frac{1}{2}$ %. Une commission de 1 % sur les 12,000,000 de dollars était due aux Debenture Compagnies; une commission de dueroire de $\frac{1}{2}$ % à la Guaranty Trust Company à New-York. Les Bons et leurs coupons sont payables en dollars or des Etats-Unis d'Amérique aux Caisses de la Guaranty Trust Company à New-York, ou (à la demande des porteurs) en francs belges à 8 francs par dollar à sa succursale à Bruxelles. — Exempts d'impôts. Emission du 15 mai au 15 septembre 1920, cours moyen du dollar : fr. 12.13.
\$ 18,600,000 »	L'emprunt comportait un capital de 25,000,000 de dollars, dont 6,400,000 à un an remboursés le 1^{er} janvier 1921 et 18,600,000 dollars à 5 ans. Le produit de cet emprunt était affecté, à concurrence de 60 %, à l'achat de marchandises ou à la constitution de provisions (pour le paiement d'obligations contractées par le Gouvernement belge aux Etats-Unis. Les Bons à un an étaient émis à 99 %; ceux à cinq ans, à 95.75 % de leur valeur nominale. Les intérêts à 5 % l'an sont payables aux Caisses des preneurs, sur production de coupons semestriels, nets d'impôt. Une commission de placement de 3 % a été allouée aux preneurs, ainsi qu'une commission de $\frac{1}{4}$ % sur le montant des intérêts payés à leurs guichets. Frais d'impression des titres et tous frais quelconques à la charge de l'Etat belge. Le capital et les intérêts sont payables en monnaie d'or des Etats-Unis; les fonds doivent être consignés chez les banquiers cinq jours avant chaque échéance. A toute époque, et jusqu'au 3 janvier 1921 pour les Bons à un an et jusqu'au 2 janvier 1925, pour les Bons à cinq ans, les porteurs de ces Bons peuvent en obtenir le remboursement anticipé, au moyen du produit de la réalisation de traites à vue, ou de transferts télégraphiques tirés sur la Banque Nationale de Belgique, sur le pied de 11,000 francs par 1,000 dollars de capital nominal. Le cas échéant, l'excédent du produit de la réalisation des traites et transferts doit être partagé par moitié entre l'Etat et le porteur. En cas de perte, de vol ou de destruction d'un titre ou d'un coupon, l'Etat belge est tenu d'en délivrer un nouveau moyennant une garantie à fournir par le porteur dépossédé. Cours du dollar de la date d'émission : fr. 10.675.

NATURE DES DETTES.	DATE		TAUX	
	de l'émission.	de l'échéance.	Intérêt ou escompte.	Commission et frais.
Bons du Trésor émis en paiement de locomotives fournies par l'American Locomotives Sales Corporation	1 ^{er} janvier 1920.	1 ^{er} janvier 1925.	6 %	»
Bons du Trésor de garantie. — Paiement de locomotives fournies par la firme Armstrong-Withworth et Co	10 avril 1920.	31 mars 1923.	7 1/2 %.	0 83 1/4 %.
Bons du Trésor émis en paiement des travaux hydrauliques exécutés par la firme Radsomes et Rapier à Ipswich.	Diverses.	30 juin 1923.	6 % sur £ 30,000 7 % sur le surplus.	»
Crédits ouverts au Gouvernement belge par la Hudson's Bay Company	Diverses.	Diverses.	»	»

Capital par émission.	OBSERVATIONS.
S 8.559.445 09	Conformément au contrat du 13 décembre 1919, des locomotives et pièces de rechange fournies par l'American Locomotive Sales Corporation à l'Etat belge, ont été payées en Bons du Trésor 6 % à cinq ans; ces Bons sont munis de coupons semestriels. Le capital et les coupons sont payables en dollars or des États-Unis, aux Caisses de MM J.-P. Morgan et de la Guaranty Trust Company, à New-York; le Gouvernement peut les rembourser anticipativement. Exempts d'impôts. Ces bons ont été émis par tranches successives du 1^{er} mai 1920 au 22 août 1921, pendant cette période, le cours du dollar a varié de fr. 10.90 à fr. 16.45.
£ 1,380,000	Pour le paiement de 100 locomotives commandées par l'Etat belge en 1920 à la firme Armstrong Withworth & Co, les arrangements suivants ont été pris avec cette firme : celui-ci a émis un capital de £ 1,380,000 de ses propres bons-promesses, au prix de 93 1/2 %, portant un intérêt à 7 1/2 % l'an payable sur production de coupons, et remboursables à trois ans de date, soit le 10 avril 1923. Tous les frais de cette émission, le paiement des intérêts et le remboursement du capital de ces promesses sont à la charge de Gouvernement belge; les provisions nécessaires doivent être faites quinze jours avant chaque échéance, à la Banque d'Angleterre. Pour garantir la bonne fin de cette opération, le Gouvernement belge a déposé à la Banque d'Angleterre des Bons du Trésor belge s'élevant ensemble au même capital de 1,380,000 livres sterling échéant le 31 mars 1923, et créés à l'ordre de la firme Armstrong-Withworth & Co. Cours de la livre sterling au moment de l'émission des bons-promesses de la firme Armstrong : fr. 88.60.
£ 35.492	Conformément à un contrat passé avec l'Administration des Ponts et Chaussées, les usines Ransomes et Rapier Ltd., à Ipswich, ont été chargés d'exécuter des travaux hydrauliques sur le haut Escaut, pour le prix forfaitaire de 47,540 livres sterling. En suite des arrangements pris avec cette firme et la Barclay's Bank Ltd., à Londres, les paiements à opérer en exécution dudit contrat sont différés jusqu'au 30 juin 1923, moyennant un intérêt annuel de 6 % sur les premières 30,000 livres sterling exigibles, et de 7 % sur le surplus. Il est remis, à la firme intéressée au fur et à mesure que des acomptes sont exigibles en exécution du contrat, des Bons du Trésor portant intérêt au taux ci-dessus, et remboursables le 30 juin 1923; les intérêts sont payables semestriellement. — Exempts d'impôt. Cours moyen de la livre sterling aux dates des remises de Bons : 51.275.
£ 223,768 : 9 : 7	Ensuite d'un accord du 5 février 1919, le Gouvernement belge a chargé la Hudson's Bay Company de faire pour son compte des achats au Canada et dans d'autres pays; en couverture de ses débours, la Hudson's Bay Company a mis en circulation des traites à six mois, renouvelables, sans toutefois que le crédit puisse excéder deux ans de durée. Ces traites sont escomptées par la Banque Lazard Brothers, à Londres, au taux de l'escompte privé au moment de chaque tirage; à chaque renouvellement, le montant des traites est augmenté de l'escompte dû, et d'une commission d'acceptation des Banquiers, calculée à 1 1/2 % l'an. Une commission fixe de 2 % a été allouée à la Hudson's Bay Company, sur le montant de ses débours. Le paiement des traites tirées par la Hudson's Bay est garanti par le dépôt chez MM. Lazard Brothers de Bons du Trésor belge. Le montant des traites, augmenté de l'escompte et des frais, a atteint le total de 1,163,290 : 18 : 8, de livres sterling; au 31 décembre, il restait en circulation des traites s'élevant ensemble à 223,768 : 9 : 7, de livres sterling, et arrivant à échéance le 29 mars et le 8 avril 1922. Cours moyen de la livre sterling pour l'ensemble de différentes ouvertures de crédit : 39.518.

mission se sont demandé si le fait de porter les charges de cet emprunt au *Budget des Dépenses recouvrables* ne dérogeait pas à l'article 2 de la loi du 22 novembre 1919, lequel stipule que le crédit nécessaire à l'acquittement de ces charges sera inscrit « au projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1919 ». Mais, outre que cette disposition, prise à la lettre, ne concerne qu'un exercice budgétaire et peut être tenue pour abrogée par les lois budgétaires subséquentes, qui ont consacré une méthode différente, on peut se rallier à une interprétation large suivant laquelle le Crédit en question peut être porté dans la Section du Budget des *Dépenses recouvrables* qui comprend spécialement les charges de dettes.

ART. 18^{bis} (nouveau). — *Participation de l'État dans les charges de l'emprunt de 72,500,000 francs, à 6 %₀, autorisé par l'arrêté royal du 8 février 1922, à émettre par la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux (Loi du 10 février 1922).* fr. 725,000 »

ART. 18^{ter} (nouveau). — *Participation de l'État dans les charges de l'emprunt de 22,500,000 francs, à contracter par la Société Nationale des distributions d'eau au Crédit communal de Belgique*

Le Gouvernement est autorisé à couvrir l'emprunt de la garantie de l'État : 34,000 francs.

Par voie d'amendement au projet de budget, le Gouvernement propose d'introduire ces deux articles. Le premier résulte d'une loi spéciale; le second mettra le Gouvernement en mesure d'user de la faculté que lui confère l'article 5, 2^e alinéa, de la loi du 26 août 1913 instituant la Société Nationale des Distributions d'eau. Une note détaillée justifie ce second amendement, tant au point de vue de la nécessité des travaux projetés que pour le montant de l'annuité prévue.

ART. 19. — *Rente annuelle à 3 %₀, à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires.* fr. 50,676 89

Pourquoi, a-t-on demandé, n'y a-t-il pas de changement dans le montant des rentes payées pour servitudes militaires?

Réponse.

Les annulations des rentes allouées à titre d'indemnités du chef de servitudes militaires s'effectuent en exécution des arrêtés royaux pris par le Département de la Défense Nationale en vue du déclassement d'ouvrages fortifiés.

Le dernier arrêté royal de l'espèce porte la date du 1^{er} mai 1913 et décline les batteries permanentes de Termonde. Il a provoqué l'annulation des rentes allouées en vertu de la loi du 19 août 1893 à concurrence de 3,144 francs, qui s'est traduite par une diminution équivalente du crédit ouvert au Budget de l'année 1914 sur celui de l'année précédente.

Le tableau ci-joint récapitule les annulations effectuées depuis la création des rentes de cette nature et mentionne par quels déclassements d'ouvrages fortifiés elles ont été provoquées.

Servitudes militaires de 1873.

ÉCHÉANCES.	Crédit ouvert.	Montant de la diminution de crédit.	Motif de la diminution de crédit.
13 avril 1874 au 13 avril 1893	42,287 74	»	
13 avril 1894	41,573 14	714 60	Arrêtés royaux des 5 octobre 1881 et 8 juillet 1891 déclassant les forts d'Austruweel, de Burgh, de la Tête-de-Flanire, de la Chartreuse, des citadelles de Liège et de Namur. — Arrêté royal du 4 septembre 1893 annulant les rentes.
13 avril 1895 et 13 avril 1896	39,798 56	1,774 58	Arrêté royal du 13 janvier 1894 déclassant le fortin et la lunette de Deurne, les forts de Lillo et de Liefkenshoek. — Arrêté royal du 6 mai 1894 annulant les rentes.
13 avril 1897	39,796 05	2 51	Arrêté royal du 26 août 1895 déclassant le fort Léopold et l'enceinte de la place de Diest. — Arrêté royal du 23 mars 1896 annulant les rentes.
13 avril 1898 au 13 avril 1903	39,794 91	1 14	Arrêté royal du 3 novembre 1896 rectifiant la limite de la zone des servitudes militaires en avant de l'enceinte de Termonde. Arrêté royal du 9 décembre 1897 annulant les rentes.
13 avril 1904 au 13 avril 1906	39,788 85	6 06	Arrêté royal du 16 mars 1903 déclassant la lunette d'Hoboken. — Arrêté royal du 6 février 1904 annulant ou réduisant les rentes.
13 avril 1907	39,303 93	484 92	Arrêté royal du 20 avril 1906 déclassant l'enceinte fortifiée de Termonde et de Diest. — Arrêté royal du 13 juillet 1906 annulant les rentes.
13 avril 1908 et 13 avril 1909	39,142 29	161 64	Le montant des rentes annulées est de fr. 616.56, mais en vertu de ce dernier arrêté royal il restait dû un prorata d'arrérages de fr. 161.64. Le total des crédits ouverts pour l'échéance du 13 avril 1907 a donc été ramené à fr. 39,303.93 et, pour les échéances suivantes, à fr. 39,142.29.
13 avril 1910	32,741 83	6,400 46	Loi du 18 août 1907 déclassant les forts 1 à 8 d'Anvers et le fort de Merxem. — Arrêté royal du 5 février 1909 annulant les rentes.
13 avril 1911 au 13 avril 1921	9,685 49	23,056 34	Arrêté royal du 30 décembre 1909 déclassant l'enceinte d'Anvers. — Arrêté royal du 14 mars 1910 annulant les rentes.

Servitudes militaires de 1893.

ÉCHÉANCES.	Crédit ouvert.	Montant de la diminution de crédit.	Motif de la diminution de crédit.
1 ^{er} septembre 1894 au 1 ^{er} septembre 1906	45,000 »	»	
1 ^{er} septembre 1907 au 1 ^{er} septembre 1912	44,135 40	864 60	Arrêtés royaux du 20 avril et 11 juin 1906 portant déclassement de l'enceinte fortifiée de Termonde (ancienne citadelle), de Diest et de la digue défensive de Grimbergen. — Arrêté royal du 13 juillet 1906 portant annulation des rentes concernant les immeubles se trouvant dans la zone des dits ouvrages.
1 ^{er} septembre 1913	43,087 40	1,048 »	Arrêté royal du 1 ^{er} mai 1913 déclassant les batteries permanente de Termonde. — Arrêté royal du 25 juin 1913 annulant les rentes. Le montant des rentes annulées est de 3,144 francs, mais en vertu de ce dernier arrêté royal il restait dû un prorata d'arrérages de 2,096 francs.
1 ^{er} septembre 1914 au 1 ^{er} septembre 1921	40,991 40	2,096 »	Le total des crédits ouverts pour l'échéance du 1 ^{er} septembre 1913 a donc été ramené à fr. 43,087.40 et, pour les échéances suivantes, à fr. 40,991.40.

Art. 21. — *Frais relatifs au service des diverses dettes et annuités, ainsi que des emprunts émis par la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, par la Société anonyme Lloyd Royal belge, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre.*
(Crédit non limitatif) fr. 3,800,000 »

Les dépenses à imputer sur l'article 21 du Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922 dépendront, en ordre principal, des opérations financières qui seront réalisées pendant la même année, et au sujet desquelles aucune prévision n'était possible au moment de la formation du Budget. Dans ces conditions, le crédit de 3,800,000 francs porté au Budget de 1921 (art. 38), a été maintenu en 1922.

Les dépenses engagées pour l'année 1921 s'élèvent approximativement à 3,550,000 francs; elles se décomposent comme il suit :

Papier filigrané pour la confection des titres	fr.	1,628,000 »
Émission et service des dettes consolidées.	Frais de paiement de coupons à l'étranger et de rachat de titres pour l'amortissement. fr. 196,000 » Matériel, impressions, divers. 870,000 » Publicité. 562,000 »	1,195,000 »
Émission et service de la dette flottante.	Frais du paiement d'intérêts à l'étranger . . . fr. 46,000 » Matériel, impressions, divers, etc. 221,000 »	267,000 »
Frais généraux relatifs au contrôle et à la vérification des titres de la Dette publique. (Émission, conversion, remboursement, échange, etc.	fr.	460,000 »
TOTAL	fr.	3,550,000 »

L'addition des divers éléments de la dette publique forme le total suivant, à la date du 31 décembre 1921.

	Capitaux.	Charges.
Dette consolidée intérieure. fr.	9,171,427,238.09	453,460,690.73
» » extérieure ⁽¹⁾	1,585,147,690.90	166,085,000 »
Dette flottante inscrite au Budget ordinaire :		
a) Intérieure	6,328,902,900 »	331,800,000 »
b) Extérieure	1,491,590,090.91	72,000,000 »
Dette indirecte	1,798,953,625 »	89,691,409.19
Dettes inscrites au budget des dépenses		
<i>recouvrables, ou pour lesquelles aucune</i>		
<i>charge n'est prévue</i>		
	13,858,415,342.37	360,630,000 »
TOTAL. fr.	34,234,436,887.27	1,473,667,099.92

On voit que les charges ne sont pas proportionnelles aux capitaux, compte tenu du loyer actuel de l'argent. La raison en est, en ordre principal que les avances des Alliés et la dette envers la Banque Nationale, soit une somme globale de plus de 8 1/2 milliards, n'exigent actuellement aucun service d'intérêts.

ART. 22. — *Rémunération de milice : 7,500,000 francs, en diminution de 2,592,000 francs sur le crédit porté pour 1921.*

Bénéficient seuls de cette rémunération les volontaires de carrière et les rengagés, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1920.

ART. 23. — *Pensions diverses : 56,473,300 francs en augmentation de 2,592,000 francs sur le crédit porté pour l'exercice 1921.*

ART. 24. — *Subsides aux Caisses de pensions en exécution de la loi du 3 juin 1920 portant revision des pensions ; remboursement des avances faites pendant l'année 1921 (Crédit non limitatif) fr. 10,388,000 »*

La diminution de 15,912,000 francs par rapport au chiffre du dernier exercice résulte, en ordre principal, de ce que les remboursements qui ressortissent au Ministère des Chemins de fer ont été transférés au Budget des Régies.

Des crédits très importants se trouvent inscrits dans les différents compartiments du Budget pour charges de pensions, il a paru bon de les réunir en un tableau synoptique.

(1) Les monnaies étrangères sont évaluées au cours du 31 décembre 1921.

Crédits proposés pour le service des pensions, pendant l'année 1912.

DÉPARTEMENTS ET SERVICES.	BUDGET.	Numéros des articles.	Montant par article.	TOTAL.
Dotation (Cour des Comptes)	Dépenses ordinaires.	7	10,000	10,000
Justice	Id.	64	120,000	
Id.	Id.	65	100,000	220,000
Affaires Étrangères	Id.	27	20,000	
Intérieur et Hygiène	Id.	6	40,000	20,000
Id.	Id.	7	200,000	
Id.	Id.	56	2,650	242,650
Sciences et Arts	Id.	6	3,000,000	
Id.	Id.	7	180,000	3,180,000
Agriculture et Travaux publics	Id.	A 9	15,000	
Id.	Id.	89	1,500	116,500
Id.	Id.	B 24	100,000	
Industrie et Travail	Id.	10	4,000	4,000
Colonies	Id.	8	7,000	
Défense Nationale	Id.	40	5,035,000	7,000
Id.	Dépenses extraordinaires.	158	15,750,000	
Id.	Dépenses recouvrables.	72	89,108,000	177,743,000
Id.	Id.	73	12,500,000	
Id.	Id.	74	55,350,000	50,000
Gendarmerie	Dépenses ordinaires.	2	50,000	
Finances	Id.	»	700,000	700,000
	A REPORTER. . fr.			182,293,150

DÉPARTEMENTS ET SERVICES.	BUDGET.	Numéros des articles.	Montant par article.	TOTAL.
	REPORT. fr			182,293,150
Affaires Économiques	Dépenses ordinaires.	»	6,000	
Id.	Dépenses extraordinaires.	188	3,000	
Id.	Dépenses recouvrables.	88	40,000,000 ⁽¹⁾	
Id.	Id.	123	3,000	
				40,012,000
Chemins de fer, etc.	Dépenses ordinaires.	41	7,810,000	
Id.	Id.	42	1,933,000	
Id.	Id.	43	4,625,000	
Id.	Id.	44	9,000	
Id.	Id.	45	18,534,500	
Id.	Id.	91	1,164,688	
Id.	Id.	98	6,390,000	
Id.	Id.	99	3,600,000	
				44,066,188
	TOTAL fr.			376,371,338 ⁽²⁾
Dette publique	Dépenses ordinaires.	23	56,473,300	
Id.	Id.	24	4,500,000	
Id.	Id.	25	564,000	
Id.	Id.	26	10,388,000	
Id.	Id.	27	25,000	
Id.	Dépenses recouvrables.	5	18,495,200	
Id.	Id.	6	22,000,000	
				112,445,500
	TOTAL GÉNÉRAL. fr.			488,816,838

ART. 26. — *Subsides aux Caisses de pensions en exécution de la loi du 3 juin 1920 portant revision des pensions ; remboursement des avances faites pendant l'année 1921* (Crédit non limitatif) . . fr. 10,388,000 »

Par voie d'amendement, le Gouvernement propose de retrancher du libellé

(¹) Suivant les prévisions du Département des Affaires Économiques pour la charge des pensions aux victimes civiles de la guerre.

(²) Non compris les pensions de vieillesse.

de l'article les mots en caractères gras : remboursement des avances faites en 1921, devant être imputé par voie de crédit supplémentaire sur le Budget de 1921.

En conclusion, votre Commission des Finances vous propose d'adopter le projet de Budget de la Dette publique pour l'exercice 1922.

Le Rapporteur,

MAURICE HOUTART.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE

Annexe au rapport sur le Budget de la Dette publique.

**Correspondance échangée entre le Ministre des Finances
et le Gouverneur de la Banque Nationale
concernant la première tranche de l'Emprunt interprovincial.**

Bruxelles, le 31 décembre 1921.

A Monsieur le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

L'article 3 de l'arrêté royal du 14 novembre 1919, pris par application de la loi du même jour qui a mis à la charge de l'État la dette dite « Dette interprovinciale », autorise le Ministre des Finances à fixer la date à laquelle il sera procédé au remboursement des bons à 3 % dérivant du paiement de la première contribution de guerre, sans que le délai de remboursement puisse dépasser cinq ans à compter du 15 janvier 1917.

Au moment où la loi précitée fut élaborée, on estimait que l'échéance se trouverait assurée par les versements de l'Allemagne, au titre des dommages de guerre. Les événements n'ont point confirmé ces prévisions, et je me vois dans la nécessité de puiser les moyens de remboursement à une autre source.

Conformément aux échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet entre la Banque Nationale et le Gouvernement, j'ai l'honneur de vous proposer, Monsieur le Gouverneur, de remplacer à partir du 1^{er} janvier prochain les bons en question par un Bon du Trésor de 480,000,000 de francs échéant le 1^{er} janvier 1929, portant un intérêt annuel de 1 1/2 % payable semestriellement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année.

Le Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Bruxelles, le 9 janvier 1922.

A Monsieur le Ministre des Finances, à Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre dépêche du 31 décembre dernier, Administration de la Trésorerie et de la Dette publique, 5^e direction, 3^e bureau, n° 576, relative au règlement des bons interprovinciaux 3 % qui se trouvent dans le portefeuille de la Banque et arrivent à échéance le 15 courant.

Vous nous rappelez, Monsieur le Ministre, qu'au moment où fut votée la loi du 14 novembre 1919 qui met cette dette à la charge de l'État, on espérait que son paiement à l'échéance aurait été assuré par les versements de l'Allemagne au titre des dommages de guerre.

Les événements n'ayant point confirmé ces prévisions, vous nous proposez, conformément aux échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet entre le Gouvernement et la Banque, de remplacer à partir du 1^{er} de ce mois les bons en question par un bon du Trésor de 480,000,000 de francs échéant le 1^{er} janvier 1929, portant un intérêt annuel de 1½ % payable semestriellement le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année, le Ministre des Finances pouvant procéder, à toute époque, au remboursement au pair de tout ou partie du bon du Trésor de 480,000,000 de francs avec les intérêts courus.

Il nous est agréable de vous marquer par la présente l'accord complet de la Banque sur cette proposition.

Le Secrétaire,
TILMONT.

Le Gouverneur,
VAN DER REST.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MEI 1922.

Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

In den loop van het onderzoek van de Begrooting der Openbare Schuld door uwe Commissie, werden verschillende opmerkingen gemaakt, verschillende ophelderingen gevraagd aangaande de artikelen waarover hieronder bijzonder sprake is.

ART. 5, 6 en 7. — *Schulden aangegaan sedert 1830.*

Men heeft gevraagd of het niet raadzaam ware de delging der vóór-oorlogsche schulden te schorsen. Sommigen meenen dat het onlogisch is oude schulden uit te keeren terwijl er dagelijks, tegen altijd hogere interesten, nieuwe worden aangegaan. Dezelfde gedachte kwam onlangs in een naburig land tot uiting in deze bewoordingen : « Alvorens een eigenlijke delging te doen zou men niet alleen een evenwichtige begrooting, maar een begrooting met overschot van ontvangsten moeten hebben. Zoover zijn we nog niet. Wij moeten zelf blijven leenen in afwachting dat Duitschland ons betaalt... Hoe kan er ernstig aan

(1) Begrooting, n^o 24-II.

Amendementen, n^{os} 77, 179 en 208.

(2) Samenstelling der *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren MECHERYNCK, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

2) Zes leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren DE WOUTERS D'OPLINTER, VANDEVELDE (J.), PONCELET, DE LIEDEKERKE, LAMBORELLE en WOESTE.

gedacht worden 's lands arbeid, die het reeds erg te verduren heeft, nog zwaarder te belasten en dit om de toekomstige geslachten binnen een vijftig- of zestigtal jaren te verlichten? Wil men doelmatig aan de verlichting van den schuldenlast medewerken, dat men dan de quæstie van de rechtstreekse aflossing der bestaande schulden een weinig met rust late en er, door eene politiek tot algemeene verrijking, voor zorge de waardevermeerdering der ontvangsten uit te lokken, den aangroei der kapitalen te begunstigen, de interestvermindering te bespoedigen, het land te sturen naar andere opvattingen die de natuurlijke belooning zijn van het Staatsbeleid... » ⁽¹⁾.

In deze beschouwingen ligt er veel waarheid. Duitschlands stortingen zullen evenwel deels moeten besteed worden tot aflossing der voor het herstel aangegane leeningen; zoo niet zouden de interesten dezer leeningen eensdaags gansch ten laste der belastingplichtigen vallen en het begrootingsevenwicht breken.

Maar de vraag, welke bij het onderzoek onzer Begrooting in de Afdeelingen gesteld werd, beoogt enkel en alleen de aflossing der *voor-oorlogsche* schulden, aflossing waarvan de methode werd uiteengezet in het verslag over de begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1921. Moet er bespaard worden op het bedrag der voor deze verrichting bestemde credieten, dewelke beloopt :

ART. 5	fr. 1,630,455 52
ART. 6	9,002,142 84
ART. 7	793,787 »
TOTAAL	fr. 11,306,385 36

Eerst en vooral dient aangemerkt dat, volgens den huidige stand der markt, de terugkoop van titels onzer oude leeningen 3 t. h., tegen den koers van 60 t. h., niet duurder komt te staan dan de uitgifte van Schatkistbons 4 1/2 t. h.; integendeel. Waar is dat een gevestigde schuld, in beginsel, beter is dan een vlottende schuld; doch er dient niet uit het oog verloren dat bedoelde verrichting een kapitaal van 100 frank schuld aflost door middel van eene uitkeering — van een nieuwe leening, zoo men wil — van enkel 60 frank. Dienvolgens schijnt de Schatkist niet gebaat door het prijsgeven der voor het aflossen der oude schulden gestelde regels, welke gedachte men ten andere ook hebbe over het beginse zelf van de aflossing der Openbare Schuld in de rampspoedige omstandigheden welke het land thans doormaakt.

Benevens de redenen van financieelen aard, welke voor de aflossing, zooals zij gedaan wordt op het kapitaal der schulden aan 3 t. h., 1^e, 2^e en 3^e reeks, pleiten, kant zich ten slotte een reden van juridischen aard tegen de schorsing dezer aflossing. De dotatie van 0.30 t. h. ten behoeve van het aflossingsfonds is inderdaad begrepen in de leeningsvoorwaarden en staat uitdrukkelijk vermeld op de titels der schuld.

(1) *Le Temps*, 9 April 1922.

De Commissie heeft bevonden dat alle inlichtingen ontbreken aangaande het beheer der aflossingsfondsen. Vóór den oorlog werd er een jaarlijksch verslag over den toestand der Aflossingskas aan het Parlement overgemaakt. Het is tijd deze gewoonte, welke alleen door buitengewone omstandigheden is kunnen onderbroken worden, terug in zwang te brengen.

ART. 5. — *Schuld 3 t. h., 1^{ste} reeks.*

Verhooging van 49,500 frank, zijnde de lasten van interest en aflossing van een kapitaal van 1,500,000 frank uitgegeven tijdens het jaar 1920.

Deze uitgiften kunnen samengevat worden in het afstaan van een kapitaal van 1,500,000 frank tegen 3 t. h., 1^{ste} reeks, aangeworven door eene financieele inrichting in Maart 1920 en van een kapitaal van 1,752,200 frank 3 t. h., 2^{de} reeks, verkocht aan eene Pensioenkas in November-December 1919.

Zij werden gedaan bij toerekening op de machtigingen tot leenen in verband met de buitengewone uitgaven gedaan krachtens de wetten van 30 Maart 1906 (art. 6.), 18 Augustus 1907 (art. 4.), 16 September en 24 December 1908, en 17 Augustus 1909. Deze machtigingen werden noch konden ingetrokken worden door de laatste leeningswet (30 Juli 1921) : zij blijven bestaan voor de consolidéering des Schatkistbons door welker opbrengst bewuste uitgaven voorloopig konden gedekt worden.

ART. 11. — *Leening 7 1/2 t. h. van 50,000,000 dollar.*

Een leening van 50,000,000 dollar nominaal kapitaal werd in de Vereenigde-Staten uitgegeven ter uitvoering van eene overeenkomst gesloten, op 28 Mei 1920, tusschen den Belgischen Staat en de heeren J.-P. Morgan en C^o en de Guaranty Trust Company of New-York.

De opbrengst dezer leening werd aangewend tot het terugbetalen van het bankerediet van 50,000,000 dollar geopend in 1919 aan een consortium van Belgische banken door een syndicaat van banken der Vereenigde-Staten en gedekt met den waarborg van den Staat, krachtens de wet van 16 Maart 1919.

De obligatiën werden aan de bankiers afgestaan tegen den prijs van 91.25 t. h. van de nominale waarde, en werden door hen bij openbare inschrijving tegen den prijs van 97.25 t. h. verkocht.

Deze titels, gedagteekend 1 Juni 1920, geven een interest van 7 1/2 t. h. 's jaars; zij zijn terugbetaalbaar in 25 jaar, bij uitlotingen gedaan in de Vereenigde-Staten, tegen 115 t. h. hunner nominale waarde, hetzij met eene premie van 15 t. h.; er moet jaarlijks een nominaal kapitaal afgelost worden van 2,000,000 dollar.

Het kapitaal, de terugbetalingspremie van 15 t. h. en de interesten zijn vrij van alle tegenwoordige en toekomstige Belgische belastingen, op grond der wet van 24 October 1919. De betalingen worden bepaald in dollars goud der Vereenigde-Staten, volgens het standaardgewicht en den standaard van fijn-goud op 1 Juni 1920.

De fondsen benoodigd tot het betalen der interestcoupons moeten minstens 5 dagen vóór elken vervaldag bij de bankiers neergelegd worden. Eene som van

2,300,000 dollar, noodig voor het aflossen van een nominaal kapitaal van 2,000,000 dollar, moet uiterlijk op 10 Maart van elk jaar bij de bankiers gestort worden; de afgeloste obligatiën zijn uitkeerbaar op 1 Juni daarna.

De bankiers krijgen een commissieloon van $\frac{1}{4}$ t. h. op het bedrag der betaalde interesten en van $\frac{1}{16}$ t. h. der betalingen voor de aflossing; al de uitgaven voor het beheer der aflossingsfondsen moeten hun door de Schatkist terugbetaald worden. De bankiers zullen op alle fondsen, die bestemd zijn voor den dienst der Leening en meer dan vijf dagen bij hen in bewaring blijven, aan de Schatkist een interest uitkeeren van 2 t. h. beneden de herdisconteering van de Federal Reserve Bank voor bankacceptaties, zonder dat deze interest lager dan 2 t. h. mag zijn.

Al de kosten, zoo voorloopige als vaste, voor het graveeren, drukken en afleveren der obligatiën, alsmede de kostprijs van al de ontvangbewijzen, welke door de bankiers worden afgeleverd in afwachting van de overhandiging der definitieve obligatiën, worden gedragen door den Staat.

Ingeval van diefstal, rooverij, verlies of vernietiging van een titel of een coupon zal er, mits eene door den drager te geven waarborg, een duplicaat uitgegeven worden.

De opbrengst der leening werd volgenderwijze gestort :

10,037,500 dollar op 4 Juni 1920 tegen een dollarwaarde van fr. 12.45.

35,587,500 dollar op 17 Juni 1920 tegen een dollarwaarde van fr. 12.35.

Doch het bankcrediet, dat terugbetaald werd door middel dezer leening, bestond uit in 1919-1920 gestorte dollars tegen den gemiddelden koers van fr. 8.04.

ART. 12. — *Leening 8 t. h. van 30,000,000 dollar.*

Eene leening van 30,000,000 dollar werd in de Vereenigde-Staten, onder dagteekening van 1 Februari 1921, uitgegeven krachtens het contract, gesloten 21 Januari vóór dien, tusschen den Belgischen Staat en de heeren J.-P. Morgan en C^o en de Guaranty Trust Company of New-York.

Daar dit contract geene enkele bijzondere bestemming voor de opbrengst der leening bepaalde, zoo werd er door de Regeering over beschikt voor hare algemeene behoeften (bevoorrading, enz.)

De obligatiën, aan de bankiers afgestaan tegen 94 t. h. der nominale waarde, werden door deze ter openbare inschrijving gesteld *aan pari*.

Deze titels zijn gedagteekend 1 Februari 1921 en brengen een interest van 8 t. h. 's jaars op; zij zijn terugbetaalbaar in twintig jaar per jaarlijksche reeksen van 1,500,000 dollars; de aflossing geschiedt ofwel door terugkoop, ofwel door uitloting, zooals hieronder staat aangeduid.

De hoofdsom en de interesten zijn vrij van alle tegenwoordige of toekomende Belgische belastingen. De betalingen moeten gedaan worden in goudgeld der Vereenigde-Staten, volgens standaardgewicht en titel op 1 Februari 1922.

De noodige voorraden voor het betalen der interest-coupons moeten bij de bankiers minstens vijf dagen vóór den vervaldag neergelegd worden.

Jaarlijks moet er, als aflossingsfonds, een som van 1,612,500 dollar, per driemaandelijksche stortingen van 404,125 dollar ter beschikking van de bankiers gesteld worden tot het terugbetalen van een nominaal kapitaal van 1,500,000 dollar per jaar, hetzij $\frac{1}{20}$ van het bedrag der leening.

De tot 1 November 1940 ontvangen aflossingsfondsen zullen, in de mate van het mogelijke, gebruikt worden tot het *terugkopen* der obligatiën, op de voordeligste wijze voor de Staatsbelangen, tegen een prijs die niet boven de 107.50% mag gaan, plus de vervallen interesten; het overschot van elke driemaandelijksche storting, na de terugkoop van een kapitaal van 375,000 dollar, zal aan de Schatkist teruggegeven of gebruikt worden als voorschot op het volgende kwartaal.

Te rekenen van 15 December 1925, en daarna op 15 December van elk jaar, zullen deze sommen, indien het aflossingsfonds nog ongebruikt gebleven sommen bevat doordien het onmogelijk was de voorziene terugkoopingen te doen, tot het terugbetalen dienen, te rekenen van 1 Februari daarna en tegen 107.50%, van het door het lot aan te duiden getal obligatiën, noodig om de delging van het jaar aan te vullen.

Op 1 Februari 1931, en daarna op elken vervaldag kan de Staat al of een gedeelte van de in omloop gebleven obligatiën bij voorbaat terugbetalen tegen 107.50%, mits eene voorafgaande verwittinging van 45 dagen.

De fondsen, welke noodig zijn voor de vastgestelde terugbetalingen, moeten binnen hetzelfde tijdsbestek ter beschikking van de bankiers gesteld worden. Bij gedeeltelijke terugbetaling worden de af te lossen obligatiën bij loting aangeduid.

De bankiers krijgen een commissieloon van $\frac{1}{4}$ % van het bedrag der betaalde interesten en $\frac{1}{16}$ van de hoofdsom der teruggekochte of terugbetaalde obligatiën; al de uitgaven voor het beheer van het aflossingsfonds worden hun terugbetaald.

Op de sommen, die zeven of meer dagen in het aflossingsfonds berusten wordt er aan de Schatkist een interest van 2% beneden het disconto der Federal Reserve Bank, voor de bank acceptaties toegekend, zonder dat deze interest kleiner dan 2% mag zijn.

Al de kosten voor het graveeren, drukken en afleveren der titels, zoo voorloopige als definitieve, alsmede de kosten der door de bankiers afgeleverde ontvangstbewijzen in afwachting van de aflevering der definitieve titels, worden door den Staat gedragen.

Ingeval van diefstal, rooverij, verlies, schending of vernietiging van een obligatie of een interestcoupon, wordt een duplicaat uitgegeven mits een door den drager te verschaffen waarborg.

De opbrengst der leening werd gestort op 4 Februari 1921, tegen een dollarwaarde van fr. 13.48 $\frac{3}{4}$.

Op 31 December 1921, was de toestand der gevestigde openbare schuld de volgende :

AANDUIDING.	KAPI			
	BUITENLANDSCHE SCHULD BETAALBAAR IN			
	Fransche franks.	ponden sterling.	dollars V. S.	Canadeesche dollars.
GEVESTIGDE SCHULD.				
a) Binnenlandsche :				
Schuld 2 1/2 %	»	»	»	»
Id. 3 %, 1 ^e reeks.	»	»	»	»
Id. 3 %, 2 ^e reeks.	»	»	»	»
Id. 3 %, 3 ^e reeks.	»	»	»	»
Krijgsdienstbaarheden rente 3 %	»	»	»	»
Schuld 5 % voor 's Lands Herstel	»	»	»	»
Premieleenning 5 % van 1920	»	»	»	»
Schuld 6 % tot consolideering	»	»	»	»
	»	»	»	»
b) Buitenlandsche :				
Schuld 3 %, 4 ^e reeks.	»	9,420,080 »	»	»
Leening 7 1/2 % in de Vereenigde Staten	»	»	48,000,000 »	»
Leening 8 % in de Vereenigde Staten	»	»	28,875,000 »	»
Fransche obligatiën voor 's Lands Verdediging afgeleverd in ruiling van vervallen Schatkistbons	56,254,200 »	»	»	»
	56,254,200 »	9,420,080 »	76,875,000 »	»
ONRECHTSTREKSCHE SCHULD.				
Kapitaliseering van de annuïteiten verschuldigd voor den aankoop van spoorwegen	»	»	»	»
Kapitaliseering van de annuïteiten verschuldigd aan het Gemeentecrediet	»	»	»	»
Leening met loten van het Verbond der Cooperatieven voor oorlogsschade.	»	»	»	»
	»	»	»	»

TALLEN.			LASTEN.		AANMERKINGEN.
Nederlandsche florijnen.	Belgische franks en vreemde munten aan pari berekend.	Belgische franks en vreemde munten berekend tegen den koers van 30 December 1921.	Artikelen der Begrooting.	Bedrag per artikel van de Begrooting.	
»	219,959,631 74	219,959,631 74	D. O. 1	5,498,990 78	Dotatie van 3.30 % berekend op de kapitalen oorspronkelijk uitgegeven tot 31 December 1920.
»	502,479,075 »	502 479,075 »	D. O. 5	17,935,010 76	
»	2,792,496,182 22	2,792,496,182 22	D. O. 6	99,023,571 30	
»	236,752,300 »	236,752,300 »	D. O. 7	8,511,637 »	
»	1,689,249 13	1,689,249 13	D. O. 19	50,676 89	
»	1,633,608,900 »	1,633,608,900 »	D. O. 9	89,428,284 »	Last van fr. 5 50 % van een kapitaal van 1,625,800 frank uitgegeven op 31 December 1920.
»	2,338,925,000 »	2,338,925,000 »	D. O. 14	1,300,000 »	Last van fr. 3.50 % van het kapitaal in 1921 uitgegeven.
»	1,445,516,900 »	1,445,516,900 »	D. O. 10	136,412,500 »	Last van fr. 6.35 % van een kapitaal van 1,500,000,000 frank. (Raming op 6 September 1921.)
»	1,445,516,900 »	1,445,516,900 »	D. O. 14	95,300,000 »	
»	9,171,427,238 09	9,171,427,238 09		433,460,690 73	
»	237,574,417 60	519,046,408 »	D. O. 8	26,300,000 »	
»	248,640,000 »	628,800,000 »	D. O. 11	81,550,000 »	
»	149,572,500 »	378,262,500 »	D. O. 12	53,335,000 »	
»	56,254,200 »	59,038,782 90	D. O. 13	2,900,000 »	
»	692,041,117 60	1,583,147,690 90		166,085,000 »	
»	301,004,125 »	301,004,125 »	D. O. 16	16,345,409 19	
»	497,949,500 »	497,949,500 »	D. R. 4	26,250,000 »	
»	1,000,000,000 »	1,000,000,000 »	D. R. 1	47,096,000 »	
»	1,798,953,625 »	1,798,953,625 »		89,691,409 19	

Zooals wij het hebben doen opmerken in de verslagen over de vroegere begrotingen, werden steeds de lasten der leeningen, die als geconsolideerde schuld werden aangegaan in den loop van het begrootingsdienstjaar of van het onmiddellijk voorafgaand jaar, gelijkgesteld met die der vlottende schuld. Om deze handelwijze te rechtvaardigen steunt het beheer der Thesaurie op het feit dat, normaal genomen, de Begrooting moet opgemaakt worden omstreeks het midden van het jaar dat het dienstjaar, waarop zij moet toegepast worden, voorafgaat; dat dienvolgens het kapitaal der leeningen, uitgegeven in den loop van ditzelfde jaar, over 't algemeen niet voorgoed bepaald kan worden : vandaar noodzaak om de lasten van dit kapitaal in een bepaald crediet op te nemen.

ART. 14. — *Interesten, aflossing en kosten der geleende of te leenen kapitalen waarvan de lasten niet voorzien zijn in de vorige artikelen ; interesten en kosten der Schatkisbons (Onbepaald crediet)* fr. 500,000,000

Dit artikel omvat, eensdeels, de lasten van interest en aflossing voor de in 1921 uitgegeven leeningen, te weten : a) kapitaal van 23,083,700 frank schuld aan 5 % van 's Lands Herstel ; b) het totaal bedrag der leening aan 6 % tot Consolideering ; deze twee lasten belooopen respectievelijk tot 1,300,000 en 95,300,000 fr.

Zonder het gegronde dezer rechtvaardiging te betwisten heeft de Commissie der Begrotingen, getroffen door de belangrijkheid van het totaal der in artikel 14 ineens uitgetrokken credieten, den wensch uitgedrukt dat dit artikel, op de toekomstige Begrotingen zou verdeeld worden in verschillende onbepaalde credieten.

Zooals het samengesteld is bevat het op artikel 14 uitgetrokken crediet van 500,000,000 frank anderdeels de verschillende bestanddeelen der vlottende schuld, waarover het voegzaam scheen de Kamer omstandige inlichtingen te verschaffen.

Het totaal bedrag van de verschillende bestanddeelen der vlottende schuld bedraagt, in Belgische munt berekend tegen den koers van 31 December 1921, de volgende cijfers :

A. — <i>Vlottende binnenlandsche schuld :</i>		Kapitalen.	Lasten.
Gewone en gedisconteerde Schatkisbons.	fr. 4,445,143,000	»	221,000,000
Schatkisbons 5 % op 5 jaar afgeleverd in ruiling van Munthons	fr. 1,879,405,300	»	110,800,000
Nog terug te betalen Bons voor het Munt- herstel.	4,354,600	»	
TOTAAL.		fr. 6,328,902,900	» 331,800,000

B. — *Vlottende buitenlandse schuld :*

Engelsch crediet voor 's Lands herstel . fr.	495,900,000 »	
Aankoop van Amerikaansche stocks . . .	361,410,412 93	
Aankoop van bevrozen vleesch en vervoer .	34,245,861 88	
Canada: aankoop van paarden en muil dieren.	51,269,448 »	
Id. uitvoercrediet	24,052,385 »	
Aankoop van door de Grain Corporation geleverd koren	76,600,000 »	72,000,000
Schatkistbons 6 % uitgegeven in de Veree- nigde Staten	243,660,000 »	
Aankoop van Amerikaansche locomotieven.	112,128,730 70	
Betaling der Armstrong-locomotieven . .	76,038,000 »	
Aankoop van sluizen voor de Boven-Schelde.	1,955,609 20	
Crediet der Hudson's Bay Company. . . .	12,329,643 20	
TOTAAL. fr.	1,491,590,090 91	72,000,000

Dat zijn de verplichtingen die het crediet van 500,000,000 frank, uitgetrokken op art. 14 van de Begrooting der Openbare Schuld, rechtvaardigen.

Doch als men de vlottende schuld in haar geheel wil kennen, moeten wij er andere bestanddeelen aan toevoegen, waarvan de eene voorkomen in de verschillende afdeelingen der Begrooting, de andere geen uittrekking op de Begrooting vergen. Deze bestanddeelen zijn volgende :

	Kapitalen.	Lasten.
Interprovinciale Kasbons ⁽¹⁾ fr.	2,347,800,000 »	100,630,000
Bezit der particulieren in Postcheckreke- ningen	417,902,017 »	
Titels 5 % afgeleverd voor het herstel der oorlogsschade	2,175,025,800 »	250,000,000
Voorschotten der Nationale Bank	5,500,000,000 »	10,000,000
Voorschotten der Geallieerde Landen :		
Frankrijk	292,774,432 02	Geen enkele last is voorzien voor deze categorie schulden.
Engeland	540,314,103 45	
Vereenigde Staten	2,304,441,514 60	
Interneeringskosten der Belgische troepen in Holland	280,187,476 30	
TOTAAL. fr.	13,858,445,342 07	360,630,000

Aangaande de interprovinciale Kasbons hebben sommige leden der Commissie

(1) Deze bons werden verlengd tot 1 Januari 1929, voor de reeks van 480,000,000 frank en, voor het overige, tot 10 December 1923 en tot 10 September 1925. Het kapitaal van 480,000,000 frank zal nog enkel met 1 1/2 % interest belast zijn, iets wat voor de Schatkist een besparing van 7,200,000 frank beduidt. (Zie Bijlage.)

Tabel der vlottende schuld,

AARD DER SCHULDEN.	DATUM		BEDRAG	
	der uitgifte.	van den vervaldag.	Interest of disconto.	Commissieloon en kosten.
VLOTTENDE BINNENLANDSCHE SCHULD.				
Gewone Schatkistbons	Verschillende.	Verschillende.	5 %	»
Schatkistbons gediscoteerd op 6 maand	Id.	Id.	5 % of 4 1/2 %	1/2 % per half jaar.
Gestempelde Bons voor het Muntherstel, nog terug te betalen	1 Dec. 1918.	1 Dec. 1921.	5 %	1 %
Schatkistbons 5 % op 5 jaar, uitgegeven in ruiling van Bons voor het Muntherstel.	1 Dec. 1921.	1 Dec. 1921.	5 %	Premie 5 % Com. 1/4 %
VLOTTENDE BUITENLANDSCHE SCHULD.				
Credieten voor 's Lands Herstel, door de Britsche Regeering aan België geopend	Verschillende.	Verschillende (op 3 maand).	5 %	1/2 % zegel.
Aan de Regeering der Vereenigde Staten afgeleverde Schatkistbons, ter betaling van in het Amerikaansch leger aangekochte voorraden	10 April 1919.	10 April 1922.	5 %	»
	5 August. 1919.	5 August. 1922.	5 %	»
	21 August. 1919.	21 August. 1922.	5 %	»
Aan de Regeering der Vereenigde Staten afgeleverde Schatkistbons, ter betaling van aankopen van bevrozen vleesch	Van 1 Juli 1920 tot 1 Jan. 1921.	9 April 1930.	5 %	»
Aan de Regeering der Vereenigde Staten afgeleverde Schatkistbons, ter betaling voor het vervoer van bevrozen vleesch.	Van 1 Juli 1920 tot 1 Jan. 1921.	9 April 1930.	5 %	»

in omloop op 31 December 1921.

Kapitaal per uitgifte.	AANMERKINGEN.
4 095,000 »	
4,441,048,000 »	
4,354,600 »	<i>Pro memorie.</i>
1,879,405,300 »	Kapitaal der Muntbons fr. 3,040,342,700 » Gestempelde Muntbons voor het terugbetalen op 1 December 1921 825,499,300 » Kapitaal te verwisselen tegen Schatkistbons 5 t. h. op 5 jaar fr. 2,214,843,400 » Bons 5 t. h. op 5 jaar, omgezet in titels der Leening 6 t. h. tot Consolideering 335,438,100 » Blijft in omloop fr. 1,879,405,300 »
£ 9,000,000 »	In uitvoering der overeenkomst van 31 Januari 1919 heeft de Engelsche Regeering aan België een crediet geopend van 9,000,000 pond sterling voor de behoeften van zijn herstel. Dit crediet werd per achtereenvolgende schijven, naar gelang van het disconto, door de Engelsche Thesaurie ter beschikking van België gesteld, tegen den interest van 5 t. h. van hernieuwbare Belgische Schatkistbons op 3 maand. De Bons berusten ter Bank van Engeland. — Vrij van belasting. De gemiddelde koers van het pond sterling voor de gansche uitgifte staat op fr. 46.57.
\$ 19,000,000 » \$ 8,392,097 57 \$ 196,483 57	Krachtens eene overeenkomst van 7 November 1919 werden er aan de Regeering der Vereenigde Staten Schatkistbons gegeven tot betaling der door den Staat aangekochte voorraden, bij de demobilisatie van het Amerikaansche leger. Het kapitaal en de interesten zijn betaalbaar in dollars goud der Vereenigde Staten, rechtstreeks aan de Amerikaansche Thesaurie. — Vrij van belastingen. De gemiddelde koers van den dollar voor al de verhandelingen staat op fr. 7.04.
\$ 2,284,151 40	Deze Schatkistbons werden aan de Amerikaansche Regeering afgeleverd tot betaling van het bevrozen vleesch, gekocht door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, van het War Departement, volgens contract van 9 April 1920. De interesten van 5 t. h. 's jaars, vervallen sinds den datum der uitgifte, zijn betaalbaar op den hoofdvervaldag en zijn vrij van belasting. Gemiddelde koers van den dollar op de data van uitgifte der Bons : fr. 13.74 ³/₄.
\$ 7,331,036 53	Deze Bons werden aan het Shipping Board van de Regeering der Vereenigde Staten betaald voor het vervoer van bevrozen vleesch. De interesten van 5 t. h. zijn jaarlijks betaalbaar en vrij van belasting. Koers van den dollar zooals hierboven.

AARD DER SCHULDEN.	DATUM		BEDRAG	
	der uitgifte.	van den vervaldag.	Interest of Disconto.	Commissie en kosten.
Schatkistbons aan de Canadeesche Regeering tot het betalen van den aankoop van paarden en muil dieren.	12 Maart 1919.	12 Maart 1924 (hernieuwbaar voor 5 jaar).	5 %.	»
Uitvoercrédieten door de Regeering van Canada aan België geopend	Verschillende.	Verschillende (op 6 maand hernieuwbaar).	5 ½ %.	»
Schatkistbons tot betaling van koren en meel, geleverd door de Grain Corporation.	Van 15 Mei tot 15 September 1920.	Van 15 Mei tot 15 September 1922.	7 %.	1 ½ % vast.
Leening uitgegeven door bemiddeling van de Guaranty Trust Company en MM. J. P. Morgan te New-York	1 Januari 1920.	1 Januari 1925.	6 %.	3 %.

Kapitaal per uitgifte.	AANMERKINGEN.
£ 930,480 »	Een Schatkistbon van 930,480 pond sterling werd gegeven aan de Regeering van Canada, vertegenwoordigd door de Canadeesche Zending te Londen, tot betaling van door het Ministerie van Landbouw aangekochte paarden en muilieren bij de demobilisatie der Canadeesche expeditielegers. — De interesten aan 5 t. h. zijn betaalbaar per semester. Daar de betaling van dezen aankoop volgens goeddunken der Regeering kon gedaan worden binnen een tijdbestek van tien jaar, zoo kan de Regeering dezen bon op zijn vervaldag tegen dezelfde interestvoorwaarden, voor een termijn van 5 jaar, hetzij tot 12 Maart 1929, vernieuwen. De Kapititaal-Bon en de Bijzondere Bons, uitgegeven tot betaling der halfjaarlijksche interesten, zijn te Londen betaalbaar in ponden sterling. — Vrij van belasting. Koers van het pond sterling op 12 Maart 1919 : fr. 27.87 1/2.
\$ 1,963,460 »	Een crediet van 25,000,000 dollar was door de Canadeesche Regeering aan België geopend geworden krachtens de overeenkomst van 30 November 1919 tot het dekken der aankopen in Canada. Het bedrag dezer aankopen, met de tot 30 September 1921 vervallen interesten, beloopt 1,963,460 Canadeesche dollars. Aan de Canadeesche Regeering werden er, als waarborg voor deze schuld, Schatkistbons overhandigd te zamen 1,975,000 Canadeesche dollar groot, hernieuwbaar van 6 tot 6 maand tijdens eene periode van niet meer dan vijf jaar, en berustende in de Kassen der Bank van Montréal, te Ottawa; de interesten aan 5 1/2 t. h. 's jaars op de voorschotten der Canadeesche Regeering, zijn betaalbaar bij de uitbetaling der hoofdsom. — Belastingvrij. De gemiddelde dollarkoers op de data der crediet- tegeldemaking beloopt fr. 8,009.
\$ 6,000,000 »	Een crediet van 12,000,000 dollar werd ter beschikking van België gesteld door een Amerikaansche groep van Acceptance and Debenture Co's, genaamd Foreign Credit Corporation, tot het betalen van koren- en meelaankopen in de Vereenigde Staten door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, zooals volgt : De Regeering heeft Schatkistbons 7 t. h. uitgegeven tot een beloop van 12,000,000 dollar, te weten : 6,000,000 dollar in Bons op één jaar vervaldag en 6,000,000 dollar in Bons op twee jaar. De Bons op één jaar werden in 1921 terugbetaald. De maandelijks uitgegeven Bons van 15 Mei tot 15 September 1920 werden teruggekocht door de Debenture Compagnies, die van de War Finance Corporation overeenstemmende credieten ten bedrage van 12,000,000 dollar ontvangen hebben. Deze Bons, voorzien van halfjaarlijksche coupons, werden aan 98 1/2 t. h. afgestaan. Een commissieloon van 1 t. h. op de 12,000,000 dollar was verschuldigd aan de Debenture Compagnies; een commissieloon van 1/2 t. h. aan de Guaranty Trust Company te New-York. De Bons en hunne coupons zijn betaalbaar in dollars goud der Vereenigde Staten van Amerika aan de Kassen van de Guaranty Trust Company te New-York, of (op aanvraag der dragers) in Belgische franks aan 8 frank per dollar in haar bijhuis te Brussel. — Belastingvrij. Uitgifte van 15 Mei tot 15 September 1920, gemiddelde koers van den dollar fr. 12,13.
\$ 18,600,000 »	De leening bedroeg een kapitaal van 25,000,000 dollar, waarvan 6,400,000 op één jaar, terugbetaald den 1^{en} Januari 1921 en 18,600,000 dollar op 5 jaar. De opbrengst dezer leening werd, ten bedrage van 60 t. h. aangewend tot het aankopen van koopwaren of tot het samenstellen van voorraden (voor het betalen van obligatiën door de Belgische Regeering in de Ver-Statē aangegaan). De bons op één jaar waren uitgegeven aan 99 t. h.; die op vijf jaar, aan 95.75 t. h. hunner nominale waarde. De interesten aan 6 t. h. 's jaars zijn betaalbaar bij de Kassen der leeners, op overlegging van halfjaarlijksche belasting-vrije coupons. Een commissieloon van 3 t. h. werd aan de nemers toegekend voor het plaatsen al'smede een commissieloon van 1/4 t. h. op het bedrag der aan hunne winketten betaalde interesten. De drukkosten der titels en alle andere onkosten ten laste van den Belgischen Staat. Het kapitaal en de interesten zijn betaalbaar in goudmunt der Ver-Statē; de fondsen moeten vijf dagen vóór elken vervaldag bij de bankiers in bewaring gegeven worden. Te allen tijde en tot 3 Januari 1921 voor de bons op één jaar en tot 2 Januari 1925 voor de bons op 5 jaar, kunnen de dragers dezer bons er de vervroegde terugbetaling van bekomen door middel van de opbrengst der tegeldemaking van wissels op zicht, of door middel van telegraphische overdrachten op de Nationale Bank van België, op voet van 11,000 frank per 1,000 dollar nominaal kapitaal. In voorkomend geval moet het overschot van de tegeldemaking der wissels en overdrachten ter helfte verdeeld worden tusschen den Staat en den drager. In geval van verlies, diefstal of vernietiging van een titel of van een coupon, is de Belgische Staat gehouden een nieuwe af te leveren, mits een door den buiten bezit gestelden drager te leveren waarborg. Koers van den dollar op den datum van uitgifte : fr. 10.675.

AARD DER SCHULDEN.	DATUM		BEDRAG.	
	van de uitgifte.	van den vervaldag.	Interest of disconto.	Commissie en kosten.
Schatkistbons uitgegeven tot betaling van door de American Locomotives Sales Corporation geleverde locomotieven	1 Januari 1920.	1 Januari 1925.	6 t. h.	»
Waarborg-Schatkistbons. — Betaling van locomotieven geleverd door de firma Armstrong-Withworth en C ^o	10 April 1920.	31 Maart 1923.	7 ½ t. h.	0.83 ¼ t. h.
Schatkistbons uitgegeven tot betaling van waterwerken uitgevoerd door de firma Radsomes en Rapier te Ipswich	Verschillende.	30 Juni 1923.	6 t. h. op £ 30,000 7 t. h. op het overige.	»
Credieten geopend aan de Belgische Regeering door de Hudson's Bay Compagny	Verschillende.	Verschillende.	»	»

Kapitaal per uitgifte.	AANMERKINGEN.
§ 8,559,445 09	Overeenkomstig het contract van 13 December 1919 werden de locomotieven en wisselstukken, geleverd door de American Locomotives Sales Corporation aan den Belgischen Staat, betaald in Schatkistbons 6 t. h. op vijf jaar; deze Bons zijn voorzien van halfjaarlijksche coupons. Het kapitaal en de coupons zijn betaalbaar in dollars goud der Vereenigde Staten aan de Kassen der III. J.-P. Morgan en van de Guaranty Trust Company te New-York; de Regeering kan ze vóór den vervaldag terugbetalen. Vrij van belasting. Deze bons werden uitgegeven, per achtereenvolgende reeksen, van 1 Mei 1920 tot 22 Augustus 1921; gedurende dit tijdvak schommelde de koers van den dollar tusschen fr. 10.90 tot fr. 16.45.
£ 1,380,000	Voor het betalen van 100 locomotieven, in 1920 door den Belgischen Staat besteld bij de firma Armstrong Withworth en Co, werden de volgende schikkingen met deze firma getroffen: de Staat heeft een kapitaal van £ 1,380,000 zijner eigen schatkistpromessen uitgegeven tegen den prijs van 98 ½ t. h. met een interest, betaalbaar op overlegging van coupons, van 7 ½ t. h. 's jaars; de bons zijn terugbetaalbaar na drie jaar, hetzij op 10 April 1923. Al de kosten dezer uitgifte, de betaling der interesten en de terugbetaling van het kapitaal dezer promessen zijn ten laste der Belgische Regeering; de noodige voorraden moeten vijftien dagen voor elken vervaldag in de Banque d'Angleterre neergelegd worden. Om den goeden uitslag dezer verhandeling te waarborgen heeft de Belgische Regeering, in de Banque d'Angleterre, Belgische Schatkistbons gedeponeerd die gezamenlijk hetzelfde kapitaal van 1.380,000 pond sterling, met vervaldag op 31 Maart 1923 bedragen, en uitgegeven aan de order van de firma Armstrong-Withworth et Co. De koers van het pond sterling op het oogenblik van de uitgifte der Schatkistpromessen van de firma Armstrong: fr. 58.60.
£ 35,492	Overeenkomstig een contract gesloten met het beheer van Bruggen en Wegen werden de fabrieken Ransomes en Rapier Ltd, te Ipswich, belast met het uitvoeren van de waterwerken der Boven-Schelde, tegen den vastgestelden prijs van 47,540 pond sterling. Ingevolge de met deze firma en de Barclay's Bank Ltd, te houden, getroffen schikkingen werden de betalingen die ter uitvoering van dit contract moeten gedaan worden, uitgesteld tot 30 Juni 1923, mits een jaarlijkschen interest van 6 t. h. op de eerste vorderbare 30,000 pond sterling en van 7 t. h. op het overige. Er werden aan de belanghebbende firma, naar gelang afbetalingen vorderbaar zijn, in uitvoering van het contract, Schatkistbons gegeven tegen een interest als hierboven, en terugbetaalbaar op 30 Juni 1923; de interesten zijn betaalbaar om de 6 maand. — Vrij van belasting. Gemiddelde koers van het pond sterling op de data van de uitgiften der bons: 51,275.
£ 223,768 : 9 : 7	Ingevolge eene overeenkomst van 5 Februari 1919 heeft de Belgische Regeering de Hudson's Bay Company belast, voor haar rekening, aankopen in Canada en andere landen te doen; de Hudson's Bay Company heeft, tot dekking harer kosten, hernieuwbare wissels op zes maand in omloop gebracht, zonder dat evenwel het crediet meer dan twee jaar mag duren. Deze wissels worden gediscoteerd door de Bank Lazard Brothers, te Londen, tegen het privaatsconto op het oogenblik van elke trekking; bij elke hernieuwing wordt het bedrag der wissels verhoogd met het verschuldigd disconto en met een acceptatie-commissieloon der Bankiers, berekend op 1 ½ t. h. 's jaars. Een vast commissieloon van 2 t. h. werd toegekend aan de Hudson's Bay Company, op het bedrag harer kosten. De betaling der door de Hudson's Bay getrokken wissels is gewaarborgd door de bewaargeving van Belgische Schatkistbons bij de III. Lazard Brothers. Het bedrag der wissels, vermeerderd met het disconto en de kosten, bereikt het totaal van 1,163,290 : 18 : 8 pond sterling; op 31 December waren er nog wissels voor 223,768 : 9 : 7 pond sterling in omloop die op 21 Maart en op 8 April 1922 vervielen. Gemiddelde koers van het pond sterling voor de verschillende credietopeningen te zamen: 39,518.

zich afgevraagd of er, door het feit dat de lasten dezer leening op de *begroting der invorderbare uitgaven* gebracht worden, niet afgeweken werd van art. 2 der wet van 22 November 1919, hetwelk bepaalt dat het voor het kwijten dezer lasten benodigd crediet zal uitgetrokken worden « in het Begrootingsontwerp der openbare Schuld voor het dienstjaar 1919 », Doch, behalve dat deze bepaling, stipt genomen, slechts betrekking heeft op een begrootingsdienstjaar en kan aangezien worden als ingetrokken door de volgende begrootingswetten die een ander stelsel hebben gehuldigd, kan men eene breede opvatting aannemen, volgens dewelke bewust Crediet mag uitgetrokken worden in de afdeeling van de *begroting der invorderbare uitgaven* die bijzonder de schuldenlasten bevat.

ART. 18^{bis} (nieuw). — *Deelneming van den Staat in de lasten der leening van 72,500,000 frank, aan 6 t. h., toegestaan bij Koninklijk besluit van 8 Februari 1922, uit te geven door de Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux* (Wet van 10 Februari 1922) fr. 725,000 »

ART. 18^{ter} (nieuw). — *Deelneming van den Staat in de lasten der leening van 22,500,000 frank, aan te gaan bij het Gemeentecrediet van België door de Nationale Maatschappij voor Watervoorziening.*

De Regeering is gemachtigd de leening te dekken met den waarborg van den Staat : 34,000 frank.

De Regeering stelt voor deze twee nieuwe artikels op te nemen door een amendement bij het begrootingsontwerp. Het eerste is het gevolg cener bijzondere wet; het tweede zal de Regeering in staat stellen gebruik te maken van het recht haar toegekend bij artikel 5, 2^{de} alinea der wet van 26 Augustus 1913, waarbij de Nationale Maatschappij voor Watervoorziening tot stand gebracht wordt. Eene omstandige nota rechtvaardigt dit tweede amendement, zoowel uit het oogpunt van de noodzakelijkheid der ontworpen werken als voor het bedrag der voorzienene annuïteit.

ART. 19. — *Jaarlijksche rente aan 3 t. h., als vergoedingen voor Krijgsdienstbaarheden* fr. 50,676 89

Waarom, zoo werd er gevraagd, komt er geen verandering voor in het bedrag der voor Krijgsdienstbaarden betaalde renten ?

Antwoord.

De afkoop der renten toegekend als vergoedingen voor Krijgsdienstbaarheden wordt gedaan in uitvoering der door het Departement van Landsverdediging genomen besluiten tot declassering der vestingwerken.

Het laatste Koninklijk besluit dienaangaande draagt den datum van 1^{er} Mei 1913 en declassert de bestendige batterijen van Dendermonde. Het heeft het uitdoen der renten krachtens de wet van 19 Augustus 1893, ten bedrage van 3,144 frank toegekend, uitgelokt; daardoor ontstond eene gelijkaardige vermindering van het crediet geopend in de begroting van het jaar 1914 op dat van het vorig jaar.

Hierbijgaande tabel geeft eene samenvatting van de delgingen gedaan sinds het instellen der renten van dezen aard en vermeldt voor welke declasseringen van vestingwerken zij gedaan werden.

Krijgsdienstbaarheden van 1873.

VERVALDAGEN.	Geopend crediet.	Bedrag der crediet ver- mindering.	Oorzaak der credietvermindering.
13 April 1874 tot 13 April 1893	42,287 74	»	
13 April 1894	41,573 14	714 60	Koninklijke besluiten van 5 October 1881 en 8 Juli 1891, waarbij de forten van Austruweel, Burght, het Vlaamsche Hoofd, de Char treuse, de citadelles van Luik en Namen gedeclasseerd werden. — Koninklijk besluit van 4 September 1893 tot delging der renten.
13 April 1895 en 13 April 1896	39,798 56	1,774 58	Koninklijk besluit van 15 Januari 1894 waarbij het fortje en de lunette van Deurne, de forten van Lillo en Liefkenshoek worden gedeclasseerd. — Koninklijk besluit van 6 Mei 1894 tot delging der renten.
13 April 1897	39,796 05	2 51	Koninklijk besluit van 26 Augustus 1893, waarbij het fort Leopold en de omheining van Diest worden gedeclasseerd. — Koninklijk besluit van 23 Maart 1896 tot delging der renten.
13 April 1898 tot 13 April 1903	39,794 91	1 14	Koninklijk besluit van 3 November 1896, waarbij de grens van de zone der Krijgsdienstbaarheden vóór het ringfort van Dendermonde wordt gewijzigd. — Koninklijk besluit van 9 December 1897 tot delging der renten
13 April 1904 tot 13 April 1906	39,788 85	6 06	Koninklijk besluit van 16 Maart 1903, waarbij de lunette van Hoboken wordt gedeclasseerd. — Koninklijk besluit van 6 Februari 1904 tot delging of vermindering der renten.
13 April 1907	39,303 93	484 92	Koninklijk besluit van 20 April 1906, waarbij de versterkte omheiningen van Dendermonde en Dienst worden gedeclasseerd. — Koninklijk besluit van 13 Juli 1906 tot delging der renten.
13 April 1908 en 13 April 1909	39,142 29	161 64	Het bedrag der gedelgde renten beloopt fr. 646.56 doch krachtens dit laatste koninklijk besluit bleef er een prorata van fr. 161.64 achterstallen over. Het totaal der credieten geopend voor den vervalddag van 13 April 1907 werd dus teruggebracht op fr. 39,303.93 en voor de volgende tijdvakken op fr. 39,142.29.
13 April 1910	32,741 83	6,400 46	Wet van 18 Augustus 1907, waarbij de forten 1 tot 8 van Antwerpen en het fort van Merxem gedeclasseerd worden. — Koninklijk besluit van 5 Februari 1909 tot delging der renten.
13 April 1911 tot 13 April 1921	9,685 49	23,086 34	Koninklijk besluit van 30 December 1909, waarbij de omheining van Antwerpen gedeclasseerd wordt. — Koninklijk besluit van 14 Maart 1910 tot delging der renten.

Krijgsdienstbaarheden van 1893.

VERVALDAGEN.	Geopend crediet.	Bedrag der crediet ver- mindering.	Oorzaak der credietvermindering.
1 September 1894 tot 1 September 1906	45,000 »	»	Koninklijke besluiten van 20 April en 11 Juni 1906, waarbij de versterkte omheining van Dendermonde (oude citadel), van Diest en de verweerdijk van Grimbergen gedeclasseerd worden. — Koninklijk besluit van 13 Juli 1906 tot delging der renten betreffende de gebouwen die in de zone van genoemde werken liggen.
1 September 1907 tot 1 September 1912	44,135 40	864 60	
1 September 1913	43,087 40	1,048 »	
1 September 1914 tot 1 September 1921	40,991 40	2,096 »	Koninklijk besluit van 1 Mei 1913, waarbij de bestendige batterijen van Dendermonde gedeclasseerd worden. — Koninklijk besluit van 25 Juni 1913 tot delging der renten. Het bedrag der gedelgde renten beloopt 3,144 frank, doch krachtens dit laatste Koninklijk besluit bleef er een prorata achterstallen van 2,096 frank verschuldigd. Het totaal der credieten geopend voor den vervalldag van 1 September 1913 werd dus op fr. 43,087.40 en voor de volgende vervalldagen op fr. 40,991.40 gebracht.

ART. 21. — *Kosten betreffende den dienst van de verschillende schulden en annuïteiten, alsmede van de leeningen uitgegeven door de Nationale Maatschappij der buurtspoorwegen, door de naamloose vennootschap « Lloyd Royal Belge », door de Nationale Maatschappij voor Crediet aan de Nijverheid en door het Verbond der Cooperatieven voor oorlogsschade. (Onbepaald crediet). fr. 3,800,000 »*

De uitgaven uit te trekken op artikel 21 van de Begrooting der Openbare schuld voor het dienstjaar 1922 zullen, in de hoofdzak, afhangen van de financiële verrichtingen die tijdens hetzelfde jaar gedaan worden en aangaande dewelke geene enkele raming mogelijk was bij het opmaken van de Begrooting. Om die reden werd het crediet van 3,800,000 frank, uitgetrokken op de Begrooting voor 1921 (art. 38), in 1922 behouden.

De voor het jaar 1921 betaalbare gestelde uitgaven bedragen ongeveer 3,550,000 frank ; zij worden onderverdeeld als volgt :

Gewatermerkt papier voor het maken der titels		fr. 1,628,000 »
Uitgifte en dienst der gevestigde schuld	Kosten voor het betalen van coupons in den vreemde en voor het terugkopen van titels voor de aflossing. fr.	196,000 »
	Materieel, drukwerk, allerlei	870,000 »
	Publiciteit.	562,000 »
		1,195,000 »
Uitgifte en dienst der vlottende schuld	Kosten voor het betalen van interesten in den vreemde	46,000 »
	Materieel, drukwerk, allerlei, enz.	221,000 »
		267,000 »
Algemeene kosten betreffende het keuren en het nazien van de titels der Openbare schuld (uitgifte, omzetting, terugbetaling, wissel, enz.)		fr 460,000 »
TOTAAL		fr. 3,550,000 »

De samentelling van de verschillende bestanddeelen der openbare schuld geeft, op 31 Décembre 1921, volgend totaal.

	Kapitalen.	Laſten.
Gevestigde binnenlandsche Schuld . fr.	9,171,427,238.09	453,460,690.73
» buitenlandsche » (1) . . .	1,585,147,690.90	166,085,000 »
Vlottende Schuld uitgetrokken in de gewone Begrooting :		
a) Binnenlandsche	6,328,902,900 »	331,800,000 »
b) Buitenlandsche	1,491,590,090.91	72,000,000 »
Onrechtstreeksche schuld	1,798,953,625 »	89,691,409.19
Schulden uitgetrokken in de begrooting der invorderbare uitgaven of voor de welke geen last voorzien is . . .	13,858,415,342.37	360,630,000 »
TOTAAL. . . fr.	34,234,436,887.27	1,473,667,099.92

Als men de huidige waarde van het geld in acht neemt, ziet men dat de lasten niet in verhouding zijn met de kapitalen, rekening gehouden met den huidige rentewet. De reden daarvan is dat, in hoofdzaak, de voorschotten der Geallieerden en de schuld jegens de Nationale Bank, hetzij een globale som van ruim 8 1/2 milliard, thans geene uitkeering van interest vergen.

ART. 22. — *Militievergelding : 7,500,000 frank, d. i. 2,592,000 frank vermindering op het Crediet uitgetrokken voor 1921.*

Krachtens de bepalingen der wet van 10 Augustus 1920, hebben de beroeps-vrijwilligers en de wederdienstnemenden alleen recht op deze vergelding.

ART. 23. — *Verschillende pensioenen : 56,473,300 frank, d. i. 2,592,000 frank vermeerdering op het crediet uitgetrokken voor het dienstjaar 1921.*

ART. 24. — *Toelage aan de Pensioenkassen in uitvoering der wet van 3 Juni 1920. tot herziening der pensioenen ; terugbetaling van de voorschotten gedaan tijdens het jaar 1921 (onbepaald crediet) fr. 10,388,000 »*

De vermindering van 15,912,000 frank, in verband met het cijfer van het laatste dienstjaar, ligt hoofdzakkelijk aan het feit dat de terugbetalingen, die door het Ministerie van Spoorwegen moesten gedaan worden, werden overgebracht op de Begrooting der Regies.

Daar belangrijke credieten uitgetrokken staan in de verschillende afdelingen der Begrooting voor pensioenlasten, zoó scheen het nuttig ze in een beknopte tabel te vereenigen.

(1) De vreemde munten zijn berekend tegen den koers op 31 December 1921.

Voorgestelde credieten voor den dienst der pensioenen, gedurende het jaar 1912.

DEPARTEMENTEN EN DIENSTEN.	BEGROOTING.	Nummers der artikelen	Bedrag per artikel.	TOTAAL.
Dotatie (Rekenhof)	Gewone uitgaven.	7	10,000	10,000
Justitie.	Id.	64	120,000	
Id.	Id.	65	100,000	220,000
Buitenlandsche Zaken	Id.	27	20,000	20,000
Binnenlandsche Zaken en Volks- gezondheid.	Id.	6	40,000	
Id.	Id.	7	200,000	
Id.	Id.	56	2,650	242,650
Wetenschappen en Kunsten . . .	Id.	6	3,000,000	
Id.	Id.	7	180,000	3,180,000
Landbouw en Openbare Werken.	Id.	A 9	15,000	
Id.	Id.	89	1,500	
Id.	Id.	B 24	100,000	116,500
Nijverheid en Arbeid	Id.	10	4,000	4,000
Koloniën	Id.	8	7,000	7,000
Landsverdediging	Id.	40	5,035,000	
Id.	Buitengewone uitgaven.	158	15,750,000	
Id.	Invorderbare uitgaven.	72	89,108,000	
Id.	Id.	73	12,500,000	
Id.	Id.	74	55,350,000	177,743,000
Gendarmerie	Gewone uitgaven.	2	50,000	50,000
Financiën	Id.	»	700,000	700,000
	OVER TE DRAGEN . fr.			182,293,150

DEPARTEMENTEN EN DIENSTEN.	BEGROOTING.	Nummers der artikelen.	Bedrag per artikel.	TOTAAL.
	OVERDRACHT. fr			182,293,150
Economische Zaken	Gewone uitgaven.	»	6,000	
Id.	Buitengewone uitgaven.	188	3,000	
Id.	Invorderbare uitgaven.	88	40,000,000 ⁽¹⁾	
Id.	Id.	123	3,000	
				40,012,000
Spoorwegen, enz.	Gewone uitgaven.	41	7,810,000	
Id.	Id.	42	1,933,000	
Id.	Id.	43	4,625,000	
Id.	Id.	44	9,000	
Id.	Id.	45	18,534,500	
Id.	Id.	91	1,164,688	
Id.	Id.	98	6,390,000	
Id.	Id.	99	3,600,000	
				44,066,188
	TOTAAL. fr.			376,371,338 ⁽²⁾
Openbare Schuld	Gewone uitgaven.	23	56,473,300	
Id.	Id.	24	4,500,000	
Id.	Id.	25	564,000	
Id.	Id.	26	10,388,000	
Id.	Id.	27	25,000	
Id.	Invorderbare uitgaven.	5	18,495,200	
Id.	Id.	6	22,000,000	
				112,445,500
	ALGEMEEN TOTAAL. fr.			488,816,838

ART. 26. — *Toelagen aan de pensioenkas sen in uitvoering der wet van 3 Juni 1920 tot herziening der pensioenen; terugbetaling der voorschotten gedaan tijdens het jaar 1921 (Onbepaald crediet).* .
. fr. 10,388,000 »

(¹) Volgens de raming van het Departement van Economische Zaken voor den last der pensioenen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

(²) De ouderdomspensioenen niet inbegrepen.

De Regeering stelt voor, bij wijze van amendement, de volgende woorden in vette letter uit het opstel van het artikel weg te laten : de terugbetaling der voorschotten gedaan in 1921, daar dit bij wijze van aanvullend crediet op de Begrooting voor 1921 moet gebracht worden.

Als besluit stelt de Commissie voor de Financiën u voor, het Begrootingsontwerp van de Openbare Schuld voor het dienstjaar 1922 aan te nemen.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE

Bijlage van het verslag over de Begrooting der Openbare Schuld.

**Briefwisseling tusschen den Minister van Financiën
en den Gouverneur der Nationale Bank
gevoerd aangaande de eerste reeks van de Interprovinciale Leening.**

Brussel, 31 December 1921.

Aan den heer Gouverneur der Nationale Bank van België.

MIJNHEER DE GOUVERNEUR,

Artikel 3 van het Koninklijk besluit van 14 November 1919, genomen bij toepassing der wet van denzelfden dag, waarbij de zoogezegde « Interprovinciale Schuld » ten laste van den Staat gelegd werd, machtigt den Minister van Financiën tot het bepalen van den datum waarop er zal overgegaan worden tot de terugbetaling van de bons 3 %, uitgegeven naar aanleiding van de eerste oorlogsbelasting, zonder dat de terugbetalingstermijn 5 jaar mag overschrijden, te rekenen van 15 Januari 1917.

Toen voornoemde wet werd voorbereid, was men van oordeel dat de vervaldag zou gewaarborgd zijn door de stortingen welke Duitschland als oorlogsschade moest doen. De gebeurtenissen hebben aan deze vooruitzichten geenszins beantwoord en ik zie mij verplicht de middelen voor de terugbetaling elders te zoeken.

Overeenkomstig de gedachtenwisseling die hieromtrent tusschen de Nationale Bank en de Regeering plaats had, heb ik de eer U voor te stellen, Heer Gouverneur, de bons in quæstie te rekenen vanaf 1 Januari e. k. te vervangen door een Schatkistbon van 480,000,000 franken, met vervaldag op 1 Januari 1929, met een interest van 1 $\frac{1}{2}$ % 's jaars, en betaalbaar om de zes maanden, op 1 Januari en op 1 Juli van elk jaar.

De Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

Brussel, den 9^a Januari 1922.*Aan den Heer Minister van Financiën, te Brussel.*

MIJNHEER DE MINISTER,

Wij hebben de eer u ontvangst te melden van uw schrijven van 31 December ll., Beheer der Thesaurie en der Openbare Schuld, 5^e bestuur, 3^e bureel, n^o 576, betreffende de regeling der interprovinciale bons 3 t. h., die zich in de portefeuille der Bank bevinden en op 15 dezer vervallen.

Gij herinnert er ons aan, heer Minister, dat men, op het oogenblik van de aanneming der wet van 14 November 1919, die deze schuld ten laste van den Staat legt, hoopte hare afbetaling op den vervaldag verzekerd te zien door de stortingen van Duitschland als oorlogsschadeloosstelling.

Daar de gebeurtenissen deze vooruitzichten niet bewaarheid hebben, stelt gij ons voor, overeenkomstig de gedachtenwisseling welke dienaangaande tusschen de Regeering en de Bank plaats had, de bons in quæstie, te rekenen van 1 dezer maand, te vervangen door een Schatkistbon van 480,000,000 frank vervallende op 1 Januari 1929, tegen een interest van $1\frac{1}{2}\%$, betaalbaar om de zes maand, op 1 Januari en op 1 Juli van elk jaar en mijs de Minister van Financiën te allen tijde kunne overgaan tot de terugbetaling aan pari van gansch of van een gedeelte van den Schatkistbon van 480,000,000 frank met de vervallen interesten.

Het is ons aangenaam u te kunnen melden dat de Bank het met u volledig eens is over dit voorstel.

De Secretaris,

TILMONT.

De Gouverneur,

VAN DER REST.
